



# UN RÉGIME HORS-LA-LOI : CHRONIQUE DES ACTIVITÉS DESTRUCTRICES DE L'IRAN

**Groupe d'action sur l'Iran**  
DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS





**« L'Amérique ne sera plus prise en otage par le chantage nucléaire. »**

**LE PRÉSIDENT DONALD J. TRUMP, MAI 2018**

Face à la menace croissante présentée par le régime iranien, le président Trump a annoncé une nouvelle stratégie de lutte contre toutes les activités destructrices du régime.

# UN RÉGIME HORS-LA-LOI :

## CHRONIQUE DES ACTIVITÉS DESTRUCTRICES DE L'IRAN



**4** Lettre du secrétaire d'État Michael R. Pompeo



**6** Résumé analytique



**8** Chapitre Un : Le soutien de l'Iran au terrorisme



**18** Chapitre Deux : Le programme de missiles de l'Iran



**22** Chapitre Trois : Les activités financières illicites en Iran



**26** Chapitre Quatre : La menace de l'Iran à la sécurité maritime



**30** Chapitre Cinq : La menace de l'Iran à la cybersécurité



**34** Chapitre Six : Les violations des droits humains en Iran



**40** Chapitre Sept : L'exploitation de l'environnement

## LETTRE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS MICHAEL R. POMPEO



J'ai le plaisir de publier le nouveau rapport du département d'État sur l'ampleur du comportement destructeur du régime iranien dans son pays et à l'étranger, à la veille du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution islamique. Le 8 mai 2018, le président Donald J. Trump a annoncé sa décision de mettre fin à la participation des États-Unis au Plan d'action global conjoint (JCPOA), communément appelé accord sur le nucléaire iranien. Cet accord conclu avec l'Iran s'avérait un pari stratégique voué à l'échec, qui n'offrait aucune protection au peuple américain ou à nos alliés face au potentiel nucléaire iranien. La futilité du fait de confier notre sécurité à long terme à un accord voué à expirer dans un avenir proche a été mise en lumière par le récent coup de théâtre de l'annonce selon laquelle l'Iran a secrètement préservé ses recherches passées sur les armes nucléaires après la mise en œuvre du JCPOA. Comme si les antécédents de longue date de l'Iran en matière de violations de traités de non-prolifération nucléaire et de multiples résolutions du Conseil de sécurité des Nations

unies relatives à son programme nucléaire avant le JCPOA ne constituaient pas une raison suffisante pour faire une pause. Qui plus est, le JCPOA n'a manifestement pas contribué à la paix et à la sécurité régionales et internationales comme le prévoyait l'accord. Au contraire, le comportement destabilisateur de l'Iran n'a fait que croître en audace dans le cadre de cet accord.

C'est pourquoi le président Trump nous a conduits sur une nouvelle voie. La politique définie par le président Trump prend parfaitement en compte le fait que la République islamique d'Iran n'est pas un État normal. Les États normaux n'attaquent pas les ambassades et les installations militaires en temps de paix, ne financent pas des mandataires terroristes et des milices, n'offrent pas de sanctuaire aux terroristes, n'appellent pas à la destruction d'Israël et ne menacent pas d'autres pays, n'aident pas des dictateurs brutaux tels que Bachar al-Assad en Syrie, ne contribuent pas à prolifération de technologies de missiles à destination de mandataires dangereux, ne commettent pas d'assassinats en secret dans d'autres pays, et ne prennent pas en otage des citoyens de nations étrangères. Les États normaux ne soutiennent pas le terrorisme au sein de leurs forces armées, comme l'Iran l'a fait avec le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) et sa Force Al-Qods. Les États normaux n'abusent pas du système financier international et ne se servent pas du secteur commercial pour financer et soutenir le terrorisme. Les États normaux ne gaspillent pas leurs propres ressources naturelles. Les États normaux ne répriment pas de manière violente des manifestations légitimes, n'emprisonnent pas leurs propres citoyens ou ceux d'autres pays pour des crimes spécieux, ne se livrent pas à la torture et n'imposent aucune restriction grave aux libertés fondamentales.

Aujourd'hui, les États-Unis publient un bilan complet du comportement hostile de la République islamique à l'étranger et de sa répression dans son pays au-delà de la menace persistante de son programme nucléaire. Il est important que le monde comprenne l'ampleur de l'inconscience et des méfaits du régime. Il est important que le monde sache que l'Iran a formé et déployé des combattants chiites en provenance d'Iraq, d'Afghanistan et du Pakistan pour aider Assad à réprimer des civils innocents en Syrie. Il est important que

le monde sache que le gouverneur de la banque centrale iranienne a autorisé le transfert de millions de dollars par l'intermédiaire de banques pour financer la Force Al-Qods et le Hezbollah. Il est important que le monde sache que des centaines d'universités du monde entier ont été victimes d'une cyberattaque dirigée par le CGRI et de vols de leur propriété intellectuelle par ce moyen. Il est important que le monde sache que les exécutions publiques, y compris d'enfants, sont encore courantes en Iran et que ses citoyens y sont régulièrement soumis à des procès inéquitables, où des aveux extorqués sous la torture sont souvent les seuls éléments de preuve autorisés. Il est important que nous en ayons conscience et que nous ne l'oublions pas. La communauté internationale ne tolère ce type de comportement de la part d'aucun État et l'Iran ne doit pas faire exception.

Le retrait d'un accord qui octroyait au régime iranien une stature imméritée et fermait les yeux sur ses activités destructrices n'est que le premier pas vers la reconnaissance de la menace iranienne et la responsabilisation du régime. Nous devons maintenant nous attacher à la tâche ardue du retour au consensus pré-Plan d'action global conjoint, selon lequel ce n'est que lorsque le régime iranien cessera de plonger des innocents dans le chaos qu'il pourra être accepté au sein des États normaux de la communauté internationale.

Nous sommes prêts à dialoguer avec toute nation disposée à prendre position avec nous contre le chaos et la brutalité que l'Iran impose à ses citoyens et propage sans vergogne dans le monde entier. Nous savons que de nombreux pays partagent nos préoccupations et nos aspirations en faveur d'un Moyen-Orient plus sûr et stable, ainsi que d'un Iran plus libre. Nous encourageons les nations et les entreprises du monde entier à examiner le dossier ci-joint et à répondre à l'appel pour relever de front le défi de l'Iran.

Les États-Unis ne perdent pas de temps. En mai 2018, nous avons adressé douze exigences spécifiques au régime iranien concernant ses programmes nucléaires et de missiles, son soutien au terrorisme, ses menaces contre ses voisins et la détention arbitraire de citoyens américains et d'autres citoyens étrangers. Nous rétablissons les sanctions pour exercer une pression financière intense sur le régime iranien sur la voie d'une nouvelle solution diplomatique. Nous travaillerons de concert avec nos alliés et partenaires pour dissuader l'agression iranienne. Nous continuerons à défendre le peuple iranien.

Notre but ultime n'est pas un Iran à jamais isolé. L'Iran est une société au potentiel beaucoup plus grand. Nous voulons conclure un nouvel accord avec l'Iran qui garantisse le caractère pacifique de ses activités nucléaires et la nature constructive de son rôle au Moyen-Orient. Cet accord doit garantir que l'Iran ne soutient pas le terrorisme dans le monde et offre plus d'opportunités à son propre peuple. Nous sommes prêts à travailler avec le régime iranien, mais seulement s'il procède à des changements majeurs.

En attendant, le régime iranien ne doit pas douter de notre ferme détermination à faire obstacle à ses activités déstabilisatrices. Au vu des informations que nous avons publiées aujourd'hui, ils ne doivent rien attendre de moins.

**Michael R. Pompeo**  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE



AP PHOTO

Ce rapport documente l'ampleur des activités destructrices de la République islamique dans son pays et à l'étranger. Un grand nombre des activités mises en évidence sont récentes, tandis que d'autres remontent aux débuts de la révolution. Comme le montre clairement ce rapport, la seule constante est le fait que le régime iranien fait tout ce qui est nécessaire pour maintenir son emprise sur le pouvoir et propager son idéologie révolutionnaire. Le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) est le principal instrument de la mise en œuvre de cette mission par le régime depuis 1979.

Le CGRI est le conglomérat le plus puissant d'Iran et étend et consolide son contrôle sur une grande partie de la vie iranienne. Sa marine menace régulièrement la

liberté de navigation dans le golfe Persique tandis que sa force aérospatiale dirige le programme de missiles balistiques du pays, au mépris des résolutions du Conseil de sécurité. Ses forces terrestres sont déployées à l'étranger pour renforcer le régime d'Assad, et ses forces paramilitaires bassidjies sont mobilisées dans leur pays pour surveiller et harceler de simples citoyens iraniens. Enfin, sa force extraterritoriale Al-Qods (IRGC-QF) est l'instrument principal du soutien déstabilisateur de la République islamique à des mandataires et des groupes terroristes.

**Le chapitre Un** présente la longue histoire du soutien de la République islamique au terrorisme, principalement sous l'impulsion du CGRI. Depuis 1979, l'Iran a adopté une politique qui consiste à diriger, faciliter et mener activement des activités terroristes à l'échelle mondiale. Contrairement à presque tous les autres pays, la République islamique d'Iran a encouragé le terrorisme au sein de ses propres appareils militaires et de renseignement : l'IRGC-QF et le ministère du Renseignement et de la Sécurité (VEVAK). Aujourd'hui, l'IRGC-QF est actif dans l'ensemble du Moyen-Orient et a planifié ou mené des attaques terroristes sur cinq des sept continents. Lorsqu'il ne peut ou ne veut pas agir directement, le régime iranien est passé maître dans l'art du recours à des groupes mandataires terroristes tels que le Hezbollah libanais, le Jihad islamique palestinien, les Brigades bahreïnies Al-Ashtar et le Hezbollah iraquien Kata'ib pour mener des attaques terroristes.

**Le chapitre Deux** explore le développement par l'Iran de missiles balistiques qui constituent une menace critique à la sécurité régionale. L'Iran possède la plus grande force de missiles balistiques du Moyen-Orient et continue d'explorer de multiples moyens d'élargir ses capacités en matière de missiles à longue portée. Conscient de cette menace, le Conseil de sécurité des Nations unies s'était déjà efforcé d'imposer de strictes limites aux activités de l'Iran en matière de prolifération. Ces progrès ont toutefois été réduits à néant par l'adoption du Plan d'action global conjoint (JCPOA) en 2015, qui n'a pas permis de régler la question du programme de missiles balistiques de l'Iran. Avec un régime de non-prolifération plus faible pour limiter ses activités, l'Iran a continué à défier la surveillance internationale, et le rythme des lancements et tests de ses missiles ne s'est pas ralenti depuis la mise en œuvre du Plan d'action global conjoint.

**Le chapitre Trois** détaille les activités de financement illicite de la République islamique, qui portent atteinte à l'intégrité et à la sécurité du système financier mondial. Le régime iranien s'appuie sur des activités de financement opaques et frauduleuses pour financer ses mandataires et la prolifération de missiles balistiques et d'autres armes. L'année dernière, l'utilisation par l'IRGC-QF de sociétés écrans pour transférer des fonds, acheter du matériel et des technologies faisant l'objet de restrictions, exploiter des réseaux de change dans les pays voisins et produire de la monnaie contrefaite, a été mise en évidence.

**Le chapitre Quatre** présente un aperçu de la menace que fait peser l'Iran sur la sécurité maritime dans le golfe Persique et la mer Rouge. La République islamique a à plusieurs reprises menacé de faire obstacle à la liberté de navigation et au transport international de marchandises dans ces zones. Dans le golfe Persique, les forces navales du CGRI ont été impliquées dans de nombreux incidents dangereux et contraires aux bonnes pratiques professionnelles avec des navires de guerre et on sait également qu'elles ont détenu illégalement des marins américains et britanniques. En mer Rouge, des militants houthistes soutenus par l'Iran ont attaqué des navires de guerre de la coalition et des navires de commerce saoudiens. L'Iran s'est également livré au trafic illicite d'armes vers d'autres régions. En 2010, par exemple, des responsables nigériens ont découvert une cache d'armes à bord d'un navire commercial en provenance de l'Iran.

**Le chapitre Cinq** illustre la propagation du comportement pervers de la République islamique dans le cyberspace. L'Iran a mené une série de cyberattaques de plus en plus fréquentes qui fait intervenir la surveillance et le sabotage d'infrastructures critiques, d'entités financières et commerciales et d'établissements d'enseignement. Il a également déployé ses capacités informatiques pour identifier et réduire au silence les critiques au niveau national et diffuser ses campagnes de désinformation à l'étranger.

**Le chapitre Six** documente les violations systématiques et répétées des droits de l'homme par la République islamique en infraction aux lois et normes internationales. La République islamique persécute les militants de la société civile et marginalise les minorités ethniques et religieuses. Le régime prive également ses citoyens du droit à une procédure équitable, et manque régulièrement au respect de ses propres normes juridiques. Le recours aux mauvais traitements et à la torture dans ses prisons est notoire, et l'application de la peine capitale en Iran est excessive et s'étend aux mineurs. Au-delà de ses frontières, la République islamique et ses mandataires ont commis de nombreuses violations des droits humains, notamment en prenant pour cible des civils innocents en Syrie et en détenant arbitrairement des sunnites en Iraq.

**Le chapitre Sept** met l'accent sur la tragédie persistante et de plus en plus irréversible de la dégradation de l'environnement aux mains des dirigeants de la République islamique, motivés par leur propre intérêt. Après des décennies de politiques agricoles malavisées et de projets de barrages pilotés par le CGRI, une crise environnementale est de plus en plus imminente en Iran. L'absence de réponse du régime face à la détérioration des conditions environnementales a entraîné une réduction considérable des ressources en eau de l'Iran et la migration de millions d'Iraniens. Au lieu de s'attaquer à ces problèmes existentiels, la République islamique a répondu par la force à ceux qui appelaient à des réformes.

An aerial photograph capturing the aftermath of a bombing in Buenos Aires, Argentina. The scene is a chaotic street filled with a massive pile of rubble on the left side, where a multi-story building has been partially destroyed. Debris, including bricks, wood, and twisted metal, is scattered across the ground. Numerous rescue workers, many wearing white shirts with a red cross and yellow hard hats, are seen throughout the scene, some standing in groups and others working near the wreckage. In the foreground, a white ambulance with a red cross on its side and the word 'SAME' is parked. The background shows more damaged buildings and a street leading away from the site. The overall atmosphere is one of devastation and active emergency response.

CHAPITRE UN

# LE SOUTIEN DE L'IRAN AU TERRORISME

18 juillet 1994 – Buenos Aires, Argentine : Le Hezbollah libanais fait exploser une bombe à l'extérieur de l'Association mutuelle israélo-argentine, avec le soutien logistique de l'Iran. L'attentat fait 95 morts et 200 blessés.

**« Le pari selon lequel le JCPOA accroîtrait la stabilité au Moyen-Orient n'était pas bon pour l'Amérique, l'Europe, pour le Moyen-Orient, et en fait, pour le monde entier. »**

**LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS MICHAEL R. POMPEO, MAI 2018**

## **INTRODUCTION**

Depuis 1979, la République islamique d'Iran a pour politique d'État de diriger activement, de faciliter et de perpétrer des activités terroristes à l'échelle mondiale. Contrairement à presque tous les autres pays, la République islamique d'Iran encourage le terrorisme au sein de ses propres appareils militaires et de renseignement. L'Iran mène des attaques, commet des assassinats, et facilite les complots terroristes par l'intermédiaire de son Corps des gardiens de la révolution islamique-Force Al-Qods (IRGC-QF), la branche extraterritoriale du CGRI, ainsi que du ministère du Renseignement et de la Sécurité (VEVAK). L'IRGC-QF est le principal instrument du soutien de l'Iran aux mandataires et aux opérations terroristes en dehors du pays. L'organisation veille à ce que la « poursuite de la révolution dans le pays et à l'étranger », conformément au préambule de la constitution iranienne, soit pleinement mise en œuvre. L'Iran se sert de ses agents du VEVAK pour recueillir des renseignements et mener des opérations clandestines en dehors de l'Iran. Pas plus tard qu'en juillet 2018, un agent du VEVAK a été impliqué dans un complot terroriste qui visait des dissidents iraniens à Paris et qui a été déjoué. Lorsqu'il ne peut pas ou ne veut pas agir directement, le régime iranien est passé maître dans l'art de l'utilisation de groupes mandataires terroristes pour mener des attaques en son nom, souvent par des moyens peu conventionnels. À la différence des groupes terroristes non étatiques tels que Daech, l'Iran opte pour le démenti et s'efforce d'occulter son rôle dans les activités terroristes. Mais les faits ne laissent aucune place au doute : l'Iran est le premier État soutien du terrorisme au monde.

## **DES GROUPES TERRORISTES BÉNÉFICIAIRES DE L'APPUI DE L'IRAN**

L'Iran se sert de l'IRGC-QF pour promouvoir ses intérêts à l'étranger, couvrir des opérations de renseignement et susciter l'instabilité au Moyen-Orient. L'Iran a reconnu l'implication de l'IRGC-QF dans les conflits en Iraq et en Syrie, et l'IRGC-QF est le principal instrument utilisé par l'Iran pour promouvoir et financer des mandataires terroristes. Par l'intermédiaire de l'IRGC-QF, l'Iran soutient plusieurs groupes désignés comme terroristes par les États-Unis en mettant à leur disposition des fonds, des formations, des armes et du matériel. Au nombre des groupes soutenus par l'Iran on peut citer le Hezbollah libanais, le Hamas, le Jihad islamique palestinien (JIP), le Hezbollah Kata'ib iraquien et les Brigades Al-Ashtar (AAB) à Bahreïn. La facilitation par le régime de déplacements en Iran de hauts dirigeants de certains de ces groupes, souvent sous le prétexte d'un enseignement religieux, a également été documentée.

Au-delà de ces groupes terroristes désignés par les États-Unis, l'Iran a fourni armes et assistance à des groupes militants chiïtes en Iraq, aux Houthis au Yémen et aux talibans en Afghanistan, qui sont responsables d'attaques dirigées contre les troupes américaines et alliées, le gouvernement local et les forces de sécurité, ainsi que des missions diplomatiques dans ces pays. Des milliers de combattants étrangers afghans et pakistanais principalement chiïtes recrutés par l'Iran se battent actuellement en Syrie au service du régime brutal d'Assad, ce qui fournit à la République islamique une force expéditionnaire potentielle susceptible d'être redéployée pour déstabiliser d'autres régions, notamment en Asie du Sud.

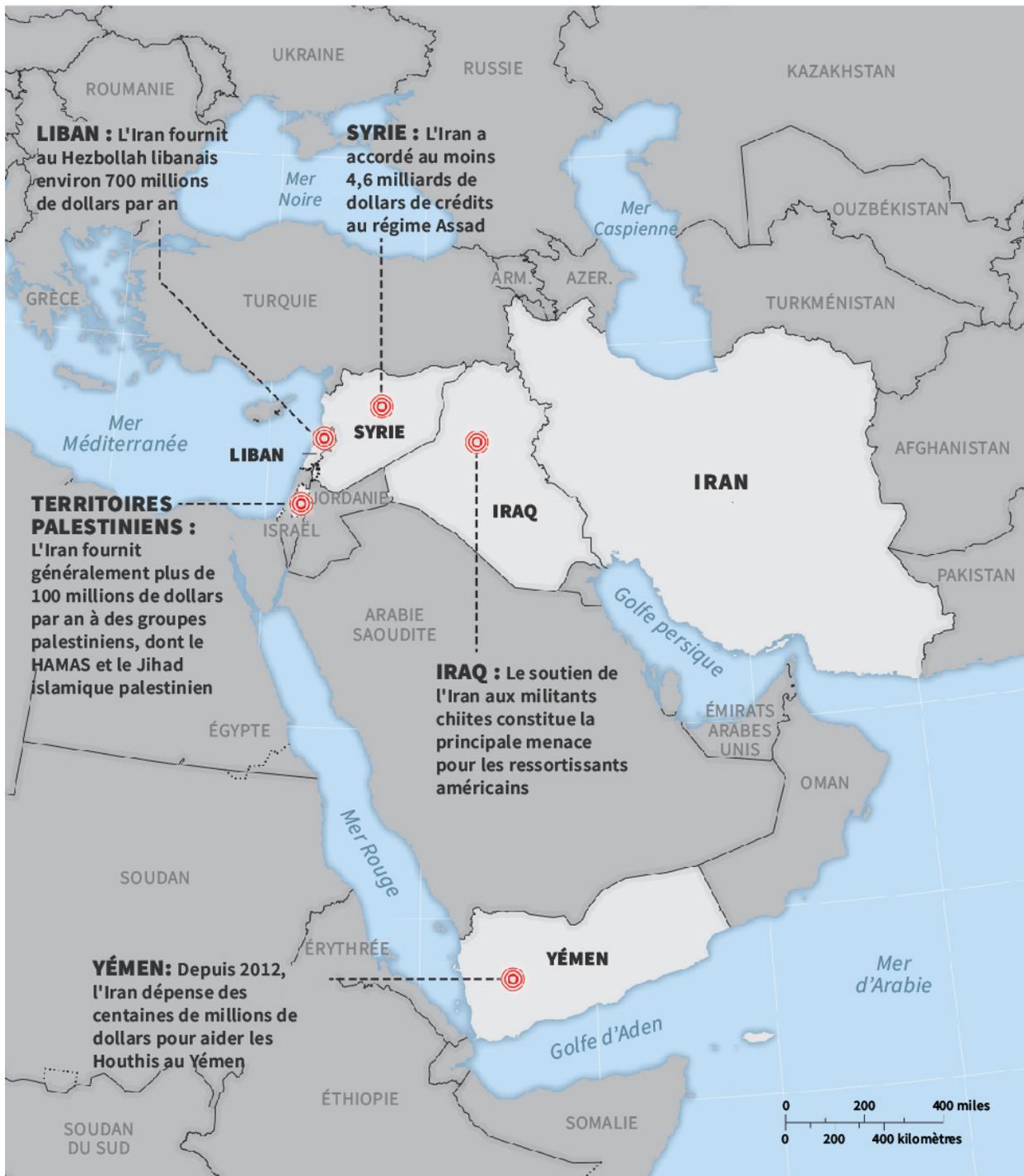


**Des combattants du Hezbollah libanais défilent lors d'une parade dans le sud du Liban.** AP PHOTO

Le Hezbollah libanais est le partenaire terroriste de l'Iran le plus puissant. Au cours des dernières années, il a fait la preuve du rayon d'action de ses capacités militaires terroristes. Le financement par l'Iran du Hezbollah libanais – la somme impressionnante de 700 millions de dollars par an – représente l'écrasante majorité du budget annuel du groupe. Depuis son attaque réussie en 2012 en Bulgarie, des complots terroristes du Hezbollah ont été déjoués en Azerbaïdjan, en Bolivie, à Chypre, en Guinée, au Koweït, au Nigeria, au Panama, au Pérou, en Thaïlande, au Royaume-Uni, et aux États-Unis, entre autres. Au cours des six dernières années seulement, le Hezbollah a tenté de perpétrer des attentats sur cinq des sept continents du monde.

Le Hezbollah doit essentiellement les avancées significatives de ses capacités militaires à l'Iran, qui finance le développement d'installations de production de missiles à l'intérieur du Liban ainsi que les systèmes de guidage de précision pour l'impressionnant stock de missiles du groupe. Il s'agit d'activités dangereuses qui accroissent les risques de conflit entre le Hezbollah et Israël et continuent de nuire aux perspectives de paix dans la région. Depuis la fin du conflit entre Israël et le Hezbollah en 2006, l'Iran a fourni au Hezbollah des milliers de roquettes de précision, de missiles et d'armes légères. Le Hezbollah dispose maintenant d'un stock de plus de 100 000 roquettes ou missiles. Le monde est déjà témoin des conséquences de la mise à la disposition de ses mandataires par l'Iran de capacités létales sous forme de missiles balistiques. Les militants yéménites houthis ont lancé de nombreux missiles balistiques en Arabie saoudite, dont deux dirigés contre Riyad en mai 2018.

L'Iran fournit également un soutien combiné à hauteur de 100 millions de dollars par an à des groupes terroristes palestiniens, notamment le Hamas, le JIP et le Front populaire de libération de la Palestine (commandement général). Ces groupes terroristes ont été à l'origine d'un certain nombre d'attaques meurtrières commises à partir de Gaza, de Cisjordanie, de Syrie et du Liban, en particulier des attentats contre des civils israéliens, des forces de sécurité égyptiennes dans la péninsule du Sinaï et des citoyens américains.



Depuis 2012, l'Iran a dépensé plus de **16 milliards de dollars** pour maintenir le régime d'Assad et aider ses autres partenaires et mandataires en Syrie, en Iraq et au Yémen.



[Tweet :] UN FAIT : Le régime de l’#Iran a puni les Palestiniens en ne leur fournissant que 20 000 \$ - oui, 20 000 \$ - via #UNWRA de 2008 à 2017.

Le soutien de l’Iran aux mandataires terroristes palestiniens s’inscrit dans le cadre de la défense de ses propres intérêts stratégiques et menace notre allié Israël, mais il s’accompagne d’un coût considérable pour la sécurité et le bien-être économique du peuple palestinien. Comme le régime privilégie le financement de groupes terroristes palestiniens, il est loin d’être à la hauteur de son obligation auto-proclamée de soutenir le peuple palestinien. Au cours des dix années passées, l’Iran n’a contribué qu’à hauteur de 20 000 dollars à l’Office de secours et de travaux des

Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). C’est bien peu par rapport aux près de 3 milliards de dollars de la contribution des États-Unis à l’UNRWA au cours de la même période, ou aux près de 2 milliards fournis par l’Union européenne et plus de 600 millions de dollars de l’Arabie saoudite.

En plus de son soutien aux mandataires et aux groupes terroristes à l’étranger, l’Iran héberge également des terroristes à l’intérieur de ses propres frontières, dont il facilite les activités. L’Iran continue d’autoriser des agents d’Al-Qaïda (AQ) à résider en Iran, d’où ils ont été en mesure de transférer de l’argent et des combattants en Asie du Sud et en Syrie. En 2016, le département du Trésor américain a identifié et sanctionné trois agents de haut niveau d’AQ résidant en Iran. Selon le département du Trésor, l’Iran a sciemment permis à ces membres d’AQ, dont plusieurs des pirates de l’air du 11 septembre, de transiter par son territoire en direction de l’Afghanistan pour y suivre une formation et à des fins de planification opérationnelle. Alors que les membres d’AQ ont été expulsés d’autres régions, tout indique qu’ils continuent de trouver refuge en Iran. Selon un rapport publié en août 2018 par un groupe d’experts des Nations unies, « les dirigeants d’Al-Qaïda en République islamique d’Iran jouissent d’une stature plus importante ». Le rapport de l’ONU a déterminé que cette importance croissante en Iran permet aux dirigeants d’AQ d’exercer une influence de plus en plus large.

## DES TACTIQUES NON CONVENTIONNELLES

Dans ses guerres au Moyen-Orient, la République islamique recourt fréquemment à des tactiques non conventionnelles pour soutenir et assister ses mandataires. Il s’agit par exemple de contraintes exercées sur les combattants étrangers, de l’utilisation d’enfants soldats dans les hostilités et de l’utilisation abusive des compagnies aériennes civiles et commerciales pour faciliter une activité militaire malveillante.

Le CGRI recrute des combattants étrangers pour accroître son influence à l’étranger. Le CGRI a créé la division Fatemiyoun de chiïtes afghans et la brigade Zainabiyoun de chiïtes pakistanais pour combattre dans les conflits régionaux, notamment en Syrie. Selon le Centre de lutte contre le terrorisme de West Point, la division de Fatemiyoun compte entre 10 000 et 12 000 soldats, et un responsable de Fatemiyoun en Iran a déclaré en janvier 2018 que plus de 2 000 miliciens avaient été tués en Syrie. Un rapport de la Fondation pour la défense de la démocratie a noté que certains Fatemiyoun afghans avaient également été déployés au Yémen pour combattre aux côtés des Houthis. Human Rights Watch a documenté et condamné la pratique du CGRI qui consiste à recruter des enfants soldats pour le Fatemiyoun, et mis en évidence des preuves selon lesquelles

des réfugiés afghans âgés de 14 ans seulement sont morts au combat en Syrie au sein de cette division. Après une évaluation complète des activités iraniennes, en 2018, le département d'État américain a cité pour la première fois l'Iran en vertu de la loi sur la prévention des enfants soldats (*Child Soldiers Prevention Act*).

De nombreuses organisations continuent de documenter la tactique du CGRI consistant à contraindre les réfugiés afghans à rejoindre les rangs des combattants étrangers. Human Rights Watch a interviewé plus de vingt Fatemiyoun, dont « certains ont affirmé que leurs proches ou eux-mêmes avaient été contraints de se battre en Syrie et avaient ensuite fui en Grèce ou avaient été déportés en Afghanistan pour avoir refusé. Un jeune homme de 17 ans a déclaré avoir été contraint de se battre sans pouvoir refuser. D'autres ont déclaré s'être portés volontaires pour combattre en Syrie dans des milices organisées par l'Iran, soit par conviction religieuse, soit pour régulariser leur statut de résident en Iran. » Une interview de Fatemiyoun dans le *New York Times* a souligné que les Afghans étaient fréquemment utilisés dans la « première vague » de combattants, dans laquelle les victimes sont plus nombreuses, et que le CGRI envoyait les Fatemiyoun « au combat dans les batailles les plus difficiles ». Même si l'on a moins d'informations sur la brigade pakistanaise de Zainabiyoun, la Jamestown Foundation indique que le groupe est également financé et recruté par le CGRI. L'Atlantic Council a noté que les premières victimes enregistrées parmi les Zainabiyoun faisaient partie de milices chiïtes iraqiennes, ce qui indique que le CGRI avait probablement utilisé les combattants pakistanais en Iraq initialement avant de transférer ces forces en Syrie.

Le gouvernement iranien exporte également son comportement destructeur en exploitant la portée mondiale de l'aviation civile et commerciale. Mahan Air, Caspian Air, Meraj Air et Pouya Air ont toutes participé à des activités du CGRI ou de l'IRGC-QF, ainsi que de leurs groupes mandataires. L'utilisation honteuse de Mahan Air au service de mandataires iraniens menace la stabilité régionale et l'intégrité d'une aviation libre et ouverte, et a donné lieu à des sanctions du gouvernement américain en 2011. Mahan Air a facilité le transport d'agents de l'IRGC-QF, d'armes, d'équipements et de fonds destinés à des campagnes menées par le régime à l'étranger. Elle transporte les membres de l'IRGC-QF et des mandataires sur les lignes de front des conflits, y compris en Syrie, où ils participent à des entraînements militaires et à des combats. La compagnie aérienne a également fourni un transport privé à de hauts responsables de l'IRGC-QF tels que le commandant de la Force Al-Qods, Qasem Soleimani, leur permettant de contourner les restrictions aux déplacements imposées par l'ONU, ainsi que les procédures normales de sécurité et de manifestes prévues par les normes internationales de la sécurité aérienne.

## **DES COMLOTS, DES ASSASSINATS ET DES ACTES TERRORISTES FACILITÉS PAR L'IRAN DANS LE MONDE ENTIER**

Le Moyen-Orient est le plus durement touché par les destructions causées par le soutien de l'Iran au terrorisme, mais le terrorisme iranien est un problème mondial. Depuis que le régime iranien a pris le pouvoir en 1979, l'Iran a été à l'origine de complots, d'assassinats et d'attentats dans plus de 20 pays, principalement via l'IRGC-QF et le



VEVAK, mais également par l'entremise du Hezbollah libanais.

Les activités de l'Iran ne font que s'intensifier. Après une brève accalmie dans les années 90 et au début des années 2000, l'Iran a pris une part plus active aux complots et aux attentats dans le monde entier, et de nombreuses opérations terroristes ont été découvertes ou déjouées en Europe, en Amérique du Nord et du Sud, en Afrique et en Asie depuis 2009. L'accroissement de la fréquence de ces activités indique que l'Iran reste déterminé à avoir recours au terrorisme pour atteindre ses objectifs et est confiant en sa capacité à opérer partout dans le monde.



## EUROPE

### **2018 – Belgique, France, Allemagne :**

Les autorités belges, françaises et allemandes arrêtent plusieurs agents iraniens, dont un responsable du gouvernement, qui préparaient un attentat à la bombe pour perturber un rassemblement politique à Paris.

### **2016-2018 – Allemagne :**

Les autorités allemandes perquisitionnent le domicile et les bureaux de 10 membres présumés de l'IRGC-QF au début de 2018. En 2016, les autorités allemandes condamnent un agent de l'IRGC-QF pour avoir espionné l'ancien responsable d'un groupe germano-israélien et des personnes de son entourage.

### **2013 – Bosnie et Herzégovine :**

Deux diplomates iraniens sont identifiés comme des agents des services de renseignement iraniens et expulsés pour espionnage et liens avec le terrorisme.

### **2012 –Turquie :**

Quatre membres de l'IRGC-QF entrent en Turquie pour attaquer des cibles israéliennes. L'attentat est déjoué par les autorités turques.

### **Juillet 2012 – Sofia, Bulgarie :**

Un agent de l'IRGC-QF est arrêté par les autorités bulgares en raison d'activités de surveillance d'une synagogue.

### **17 septembre 1992 – Berlin, Allemagne :**

Le Hezbollah libanais - avec le soutien logistique de l'Iran - assassine quatre dissidents kurdes iraniens lors d'une attaque aux armes légères dans un café. Quatre membres sont jugés et condamnés en 1997.

### **6 août 1991 – Suresnes, France :**

Des agents iraniens assassinent l'ancien Premier ministre iranien Shahpour Bakhtiar, qui dirigeait un mouvement hostile au régime iranien. Un des agents est condamné, mais deux autres prennent la fuite.

### **13 juillet 1989 – Vienne, Autriche :**

Des agents iraniens sous couverture diplomatique assassinent le chef d'un groupe dissident kurde iranien et deux autres personnes.

### **Décembre 1985-septembre 1986 – Paris, France :**

Le Hezbollah libanais commet des attentats à la bombe contre un certain nombre de cibles vulnérables avec le soutien logistique de l'Iran, faisant 12 morts et au moins 200 blessés.

### **14-30 juin 1985 – Athènes, Grèce :**

Le Hezbollah libanais - avec le soutien logistique de l'Iran – détourne le vol TWA 847 et assassine un plongeur de la marine américaine.

## AFRIQUE

### **Novembre 2016 – Kenya :**

Deux agents iraniens et leur chauffeur kenyan, un employé local de l'ambassade, sont arrêtés et inculpés de collecte d'informations en rapport avec un acte terroriste à la suite d'activités de surveillance de l'ambassade d'Israël.

### **20 février 2013 – Nigeria :**

Trois agents iraniens sont arrêtés pour avoir planifié des attaques contre des sites touristiques et des organisations américaines et israéliennes. Le chef d'une cellule terroriste avait été entraîné au maniement des armes en Iran.

### **Juin 2012 – Nairobi, Kenya :**

Deux membres de l'IRGC-QF sont arrêtés pour avoir préparé des attentats à la bombe contre des intérêts occidentaux. Les autorités découvrent 15 kilos d'explosifs.

### **Octobre 2010 – Nigeria :**

Les autorités nigérianes saisissent une cargaison iranienne de roquettes, de lance-roquettes, de grenades et de munitions à destination des rebelles en Gambie et au Sénégal.

## AMÉRIQUE DU NORD

### **20 août 2018 – États-Unis :**

Deux agents iraniens sont inculpés pour avoir secrètement surveillé des locaux israéliens et juifs aux États-Unis, et avoir collecté des informations permettant l'identification de citoyens et ressortissants américains appartenant à un groupe d'opposition iranien.

### **29 septembre 2011 – Washington, États-Unis :**

L'IRGC-QF collabore à un projet d'attentat à la bombe contre un restaurant visant à assassiner l'ambassadeur saoudien aux États-Unis.

### **Septembre 2009 – Glendora, Californie, États-Unis :**

Un agent iranien engage un tueur à gages pour assassiner une personnalité de la radio irano-américaine opposée au régime.

### **22 juillet 1980 – Bethesda, Maryland, États-Unis :**

Un agent iranien assassine Ali Akbar Tabatabai, un ancien diplomate iranien en exil qui critiquait ouvertement l'ayatollah Ruhollah Khomeini, alors le Guide suprême de l'Iran.

## AMÉRIQUE DU SUD

### **8 janvier 2015 – Montevideo, Uruguay :**

Un diplomate iranien de haut rang est expulsé pour avoir planifié une attaque à proximité de l'ambassade d'Israël.

### **18 juillet 1994 – Buenos Aires, Argentine :**

Le Hezbollah libanais fait exploser un véhicule piégé à l'extérieur du centre communautaire juif AMIA. L'attentat, perpétré avec le soutien logistique de l'Iran, fait 95 morts et 200 blessés.

### **17 mars 1992 – Buenos Aires, Argentine :**

Le Hezbollah libanais fait exploser un véhicule piégé à l'extérieur de l'ambassade d'Israël. L'attentat, perpétré avec le soutien logistique de l'Iran, fait 29 morts et 252 blessés.

## ASIE

### **Février 2016 – Manille, Philippines :**

Les autorités philippines déjouent un complot iranien visant à détourner un avion civil saoudien.

### **13 avril 2013 – Katmandou, Népal :**

Un Iranien voyageant avec un faux passeport israélien est arrêté pour avoir surveillé l'ambassade d'Israël.

### **14 février 2012 – Bangkok, Thaïlande :**

Trois agents de l'IRGC-QF préparent des attentats contre des diplomates israéliens en Thaïlande, mais ils sont arrêtés après avoir fait détoner des explosifs accidentellement. Un des agents et cinq autres personnes sont blessés.

### **13 février 2012 – New Delhi, Inde :**

L'IRGC-QF organise un attentat à la bombe contre des diplomates israéliens au cours duquel un Israélien et trois Indiens sont blessés.

### **16 mai 2011 – Karachi, Pakistan :**

Des agents iraniens assassinent le diplomate saoudien Hassan al-Qahtani.



**CHAPITRE DEUX**

# LE PROGRAMME DE MISSILES DE L'IRAN

**L'Iran lance un missile Emad  
longue portée surface-surface.**

**« Le rythme des lancements et des essais de missiles par l’Iran n’a pas diminué depuis la mise en œuvre du JCPOA en janvier 2016 et l’Iran continue de privilégier le développement de sa force de missiles. L’Iran a depuis procédé à de nombreux lancements de missiles balistiques. »**

**LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL POUR L’IRAN BRIAN H. HOOK, SEPTEMBRE 2018**

## **INTRODUCTION**

Le développement et la prolifération de missiles balistiques par l’Iran constituent une menace considérable pour la sécurité régionale et restent un défi majeur pour les initiatives mondiales de lutte contre la prolifération. Les activités de l’Iran en matière de prolifération préoccupent le Conseil de sécurité des Nations unies depuis plus de dix ans. La résolution 1929 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée en 2010, imposait de strictes limites au programme de missiles balistiques de l’Iran. Elle interdisait à l’Iran d’entreprendre toute activité liée à des missiles balistiques capables de porter des armes nucléaires, sachant que ces missiles seraient probablement la méthode privilégiée par l’Iran dans l’éventualité du lancement d’une ogive à l’avenir.

Le Plan d’action global conjoint (JCPOA), finalisé en 2015 pour endiguer le programme nucléaire iranien, ne prévoyait aucune contrainte significative relative au programme de missiles balistiques du régime. Pire encore, lors de la mise en œuvre du JCPOA, les dispositions de la résolution 1929 visant à limiter certains aspects du programme de missiles balistiques de l’Iran ont perdu de leur fermeté. Le fait que le JCPOA ne se soit pas attaqué à la prolifération des missiles balistiques par l’Iran reste l’une de ses faiblesses persistantes. Du fait de l’affaiblissement des dispositions du régime de non-prolifération permettant de limiter son activité, l’Iran a continué à défier toute surveillance internationale alors qu’il poursuivait le développement de son programme de missiles balistiques, procédait à des essais, effectuait des travaux de recherche et développement, et fournissait des capacités de missiles à ses mandataires dans la région.

## **LA PROLIFÉRATION DE MISSILES**

L’Iran dispose de la force de missiles balistiques la plus importante du Moyen-Orient, avec plus de 10 systèmes de missiles balistiques en stock ou en développement, ainsi qu’un arsenal de centaines de missiles qui menacent ses voisins dans la région. L’Iran poursuit la mise au point d’une gamme de systèmes à courte et moyenne portée à propergol solide et liquide, et explore plusieurs moyens d’extension de ses capacités en matière de missiles à longue portée. Le rythme des lancements et des essais de missiles par l’Iran n’a pas diminué depuis la mise en œuvre du JCPOA et l’Iran continue de privilégier le développement de sa force de missiles. L’Iran a procédé à de nombreux lancements de missiles balistiques depuis l’entrée en vigueur du JCPOA.

Cela fait des années que le régime iranien ne respecte pas les restrictions imposées à son programme de missiles par la communauté internationale. Depuis 2010, l'Iran a procédé à de nombreux lancements de missiles en violation de la résolution 1929 du Conseil de sécurité des Nations unies et continue à effectuer des lancements en violation des dispositions de la résolution 2231 du Conseil de sécurité des Nations unies adoptée dans le cadre du JCPOA. Le Conseil de sécurité répertorie les violations de la résolution 2231 par l'Iran dans ses rapports semestriels depuis 2016. Avant l'adoption de la résolution 2231, les violations par l'Iran de précédentes résolutions du Conseil de sécurité liées à la prolifération des missiles et des armes nucléaires et conventionnelles étaient bien documentées par différents groupes d'experts des Nations unies.

La poursuite des essais de missiles par l'Iran témoigne de sa volonté d'accroître la précision et l'efficacité de ses capacités. Les investissements continus dans le cadre de son programme de lanceurs spatiaux sont également notables. Dans une lettre adressée au Secrétaire général des Nations unies en août 2017, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis ont condamné le lancement par l'Iran d'un lanceur spatial Simorgh en juillet 2017, dans la mesure où il est contraire à la résolution 2231 du Conseil de sécurité. Les lanceurs spatiaux reposent sur des technologies virtuellement interchangeables et identiques à celles utilisées pour les missiles balistiques, en particulier les missiles balistiques intercontinentaux. Par ailleurs, les États-Unis estiment qu'en janvier 2017, l'Iran a procédé au lancement d'un missile à moyenne portée, que l'on pense être un missile Khorramshahr. Le Khorramshahr est conçu pour transporter une charge utile d'au moins 1 500 kilogrammes et pourrait être utilisé pour transporter des ogives nucléaires. Son rayon d'action présumé est d'au moins 2 000 kilomètres, ce qui est suffisant pour atteindre certains pays européens.

L'Iran fournit de plus en plus de technologies antimissiles à ses mandataires régionaux. De récents reportages dans les médias suggèrent que l'Iran transfère aux milices chiites en Iraq des missiles balistiques qui ont servi à cibler des installations diplomatiques américaines à Bagdad et à Bassora aussi récemment que septembre 2018. Au Liban, l'Iran soutient le développement par le Hezbollah d'installations de production de missiles et de systèmes de guidage de précision sophistiqués destinés au stock important de missiles du groupe.

Il existe également de plus en plus de preuves de la fourniture par l'Iran de la technologie des missiles balistiques aux Houthis au Yémen. Les débris récupérés lors des récentes frappes en Arabie saoudite en provenance du Yémen indiquent que l'Iran fournit des missiles aux Houthis, ce qui ne peut que conduire à une escalade du conflit. Cela représente également une menace encore plus grande pour la sécurité régionale. Dans un cas particulier, des expertises effectuées sur les débris ont indiqué qu'un missile lancé en juillet 2018 du Yémen à Yanbu (Arabie saoudite) était un missile balistique à courte portée iranien Qiam compte tenu de ses caractéristiques uniques. L'analyse des débris a par exemple montré que le missile comportait trois soupapes situées sur le réservoir de carburant, une caractéristique propre au Qiam. Des enquêtes ultérieures ont également montré qu'un missile lancé en novembre 2017 était aussi un missile Qiam iranien. Des débris recouverts portaient le logo d'une société contenant les lettres SBI, les initiales de la société Shahid Bagheri Industries. Un groupe d'experts des Nations unies a affirmé en janvier 2018 que les missiles et autres équipements militaires utilisés par les Houthis contre l'Arabie saoudite étaient en fait



La représentante permanente des États-Unis auprès des Nations unies, Nikki Haley, informe la presse devant des morceaux récupérés d'un missile iranien.

À ce niveau multilatéral, les États-Unis travaillent avec leurs partenaires pour interdire les transferts liés à des missiles vers l'Iran et pour cibler les activités de prolifération des missiles iraniens dans des pays tiers. Les États-Unis et nombre de leurs partenaires les plus proches adhèrent également au Régime de contrôle de la technologie des missiles et au Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques, deux instances multilatérales visant à sensibiliser le public au programme iranien de développement de missiles, aux critères d'octroi de licences pour les technologies indispensables aux missiles, et aux stratégies d'approvisionnement, ainsi qu'à inciter les pays à prendre des mesures pour éviter l'acquisition par l'Iran de la technologie de missiles. Les États-Unis examinent également des milliers de visas chaque année pour s'assurer que les étudiants, les chercheurs et les autres visiteurs étrangers ne contournent pas les contrôles à l'exportation et n'acquiescent pas un savoir-faire technologique susceptible de bénéficier aux programmes de missiles de l'Iran.

Les États-Unis et leurs partenaires ont également recours à leur pouvoir de sanctions pour pénaliser les entités qui contribuent au programme de missiles iraniens ou à la fourniture de technologie à ce dernier. En mars 2017 et avril 2018, les États-Unis ont imposé des sanctions à un total de 19 entités étrangères pour avoir transféré du matériel au programme de missiles iraniens en vertu des dispositions de la loi sur la non-prolifération iranienne, nord-coréenne et syrienne. En juillet 2017, les États-Unis ont désigné 18 personnes physiques et morales en vertu du Décret présidentiel 13382 en raison de leur collaboration avec le programme de missiles balistiques de l'Iran ou de la facilitation de toute autre manière du processus d'approvisionnement militaire du régime. Le Décret présidentiel 13382 permet l'imposition de sanctions aux proliférateurs d'armes de destruction massive. En janvier 2018, les États-Unis ont désigné quatre entités supplémentaires dans le cadre du programme de missiles balistiques de l'Iran au titre du Décret présidentiel 13382. En mai 2018, le département du Trésor américain a désigné cinq Iraniens qui fournissaient une expertise technique liée aux missiles balistiques aux Houthis. Ils étaient également responsables du transfert d'armes au Yémen au nom du Corps des gardiens de la révolution islamique-AI Qods (IRGC-QF).

Les États-Unis continueront à appliquer avec fermeté des sanctions à l'encontre du programme de missiles iraniens dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du président.

d'origine iranienne. En réponse à cette attaque, l'ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU, Nikki Haley, a déclaré : « Imaginez seulement que ce missile ait été lancé sur l'aéroport de Dulles ou JFK, ou les aéroports de Paris, Londres ou Berlin. C'est ce dont nous parlons ici. C'est ce que l'Iran soutient activement. »

## LA RÉPONSE À LA MENACE

La communauté internationale reconnaît de manière croissante que nous devons prendre des mesures pour faire obstacle à la poursuite du développement et de la prolifération du programme de missiles iraniens. Les États-Unis s'appuient sur un large éventail d'outils pour faire face à ce problème. Au

The image shows several stacks of Iranian banknotes. The top stack is blue and features a portrait of Ayatollah Khomeini. Below it is a yellow banknote, and then an orange one, also with a portrait of Ayatollah Khomeini. The banknotes are tied with yellow and blue bands. The text on the banknotes is in Persian and English, including 'CENTRAL BANK OF THE ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN' and 'جمهوری اسلامی ایران'.

**CHAPITRE TROIS**

**LES  
ACTIVITÉS  
FINANCIÈRES  
ILLICITES EN  
IRAN**

**« Les États-Unis entendent interdire au CGRI l'accès au capital pour financer des activités perverses de l'Iran, notamment son statut de plus grand sponsor du terrorisme, son utilisation de missiles balistiques contre nos alliés, son soutien au régime brutal d'Assad en Syrie, ses violations des droits de l'homme contre son propre peuple et ses abus du système financier international. »**

**LE SECRÉTAIRE AU TRÉSOR STEVEN T. MNUCHIN, MAI 2018**

## **INTRODUCTION**

La République islamique a régulièrement recours à la tromperie et au subterfuge pour financer ses activités illicites, et menace ainsi l'intégrité et la sécurité du système financier international. Elle utilise principalement des sociétés-écrans et d'autres types d'entités apparemment légitimes pour exploiter des vulnérabilités lui permettant d'accéder à des financements. Bien que la communauté internationale l'exhorte depuis des années à adopter un cadre réglementaire plus rigoureux, le régime iranien n'a pas mis en œuvre les réformes nécessaires pour respecter les normes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

## **DES TRANSFERTS DE FONDS POUR LA FORCE AL-QODS**

Le Corps des gardiens de la révolution islamique-Force Al-Qods (IRGC-QF), la branche extraterritoriale du CGRI chargée de l'assistance aux mandataires dans la région, continue à participer à des mécanismes de financement illicite à grande échelle pour financer ses activités perverses. Il finance ainsi des groupes désignés comme terroristes par les États-Unis, tels que le Hezbollah et le Hamas. En particulier, l'IRGC-QF a mis en place un réseau de sociétés-écrans pour exploiter le marché des changes aux Émirats arabes unis (EAU) afin de se procurer et de transférer des centaines de millions de dollars américains. Le réseau a falsifié des documents et dissimulé ses activités derrière des entreprises légitimes. Au moins une société-écran iranienne, Rashed Exchange, a fait la promotion de ses services en ligne en se présentant comme un courtier légitime. En mai 2018, les États-Unis ont désigné neuf cibles en vue de faire obstacle à ces activités.

Les mécanismes de financement illicite de l'IRGC-QF sont facilités au plus haut niveau du gouvernement iranien, y compris par l'intermédiaire de la Banque centrale d'Iran (BCI). En mai 2018, le Trésor américain a révélé que Valiollah Seif, alors gouverneur de la BCI de la République islamique d'Iran, et le directeur adjoint du département international de la BCI avaient conspiré avec l'IRGC-QF pour dissimuler des transferts de fonds illicites à son mandataire terroriste, le Hezbollah. Le projet prévoyait également la cooptation du président directeur général d'Al-Bilad Islamic Bank en Iraq en qualité d'intermédiaire, ce qui a permis le transfert de fonds au Hezbollah. Ce stratagème du CGRI n'a pas seulement alimenté le terrorisme, il a également porté atteinte à l'intégrité du système financier de l'Iraq et donc à sa capacité à promouvoir la croissance économique et le développement. En mai 2018, les États-Unis ont désigné quatre personnes physiques et une personne morale en raison de ces activités.

Transfert de fonds de la Force Al-Qods du Corps des Gardiens de la révolution islamique (FQ-CGRI) au Hezbollah



Valiollah Seif, alors gouverneur de la Banque centrale d'Iran, et Ali Tarzali, directeur adjoint de sa division internationale, ont complété avec la FQ-CGRI pour transférer de l'argent à la Banque islamique Al-Bilad, où Aras Habib, président et PDG de la banque, a facilité le transfert des fonds à Muhammad Qasir, un représentant du Hezbollah.



Source : Département du Trésor des États-Unis

Les tentatives d'exploitation du système financier international par l'IRGC-QF ne se limitent pas à des fraudes documentaires ou à des sociétés de façade. En 2017, il a ourdi un complot visant à produire de la monnaie contrefaite et bafouer les lois de nos alliés en Europe. Il a trompé des fournisseurs européens en utilisant une série d'entreprises allemandes pour dissimuler son identité et ses données d'utilisateur final afin de se procurer des machines d'impression sophistiquées et d'autres matériels nécessaires. Il a ensuite imprimé des billets de banque yéménites contrefaits, utilisés pour financer ses activités déstabilisatrices au Yémen. En novembre 2017, le Trésor américain a désigné six cibles liées à cette opération.

L'IRGC-QF est également responsable de l'organisation d'un vaste complot visant à contourner les sanctions américaines et les contrôles à l'exportation pour acquérir de manière illicite des pièces d'avion. Ce projet faisait intervenir une série de sociétés-écrans qui ont aidé Mahan Air à acquérir des marchandises en provenance des États-Unis et faisant l'objet de contrôles à l'exportation. À la suite d'une enquête sur cette activité, le Trésor américain a désigné neuf personnes physiques et morales. Les compagnies aériennes iraniennes, notamment Mahan Air, jouent un rôle clé dans le cadre du transport des agents, des armes, des équipements et des fonds de l'IRGC-QF qui servent à alimenter les conflits régionaux. Hamid Arabnejad Khanooki, l'actuel président directeur général de Mahan Air, est étroitement associé au CGRI. Les États-Unis ont sanctionné Arabnejad en 2013 pour avoir facilité l'envoi de marchandises illicites vers la Syrie dans un avion de Mahan Air.

## **LE GAFI ET LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE**

La République islamique n'a jamais respecté les normes internationales de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme établies par le Groupe d'action financière (GAFI). Ainsi, au cours des dix dernières années, le GAFI a désigné l'Iran au titre des territoires à haut risque et non coopératifs. À partir de 2016, le GAFI a suspendu ses contre-mesures visant l'Iran en réponse à l'engagement politique de haut niveau du pays de mettre en œuvre certaines réformes.

Malgré les opportunités offertes à la République islamique, le régime iranien n'a pas tenu ses engagements. Le GAFI a spécifiquement documenté les déficiences fondamentales de l'Iran, notamment l'absence de criminalisation adéquate du financement du terrorisme. Le fait que le régime iranien n'a pas mené à bien neuf des dix mesures qu'il avait à entreprendre a amené le GAFI à exprimer sa déception en juin 2018. Le GAFI décidera des mesures qu'il convient de prendre en octobre 2018, si l'Iran ne réalise pas de progrès sur la voie de la satisfaction de ses obligations. Le Guide suprême iranien Ali Khamenei lui-même a mis en doute le fait que l'Iran adhérerait aux conventions internationales requises sur le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent, qui, selon de nombreux partisans d'une ligne dure, pourraient limiter la capacité de l'Iran à financer le Hamas et le Hezbollah.

**CHAPITRE QUATRE**

**LA MENACE  
DE L'IRAN À  
LA SÉCURITÉ  
MARITIME**



**« La République islamique d’Iran ne contrôle pas le détroit d’Ormuz. Le détroit est une voie navigable internationale. Les États-Unis continueront de collaborer avec nos partenaires pour garantir la liberté de navigation et la libre circulation des échanges commerciaux sur les voies navigables internationales. »**

**LE SECRÉTAIRE D’ÉTAT MICHAEL R. POMPEO, AOÛT 2018**

## **INTRODUCTION**

La République islamique représente une menace majeure pour la liberté de navigation et la sécurité maritime du golfe Persique à la mer Rouge. La marine du Corps des gardiens de la révolution islamique d’Iran (IRGCN) compromet directement la stabilité économique mondiale et l’architecture de sécurité régionale au sens large. Des responsables de la République islamique, y compris des commandants de haut niveau du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), ont menacé de fermer le détroit d’Ormuz, la voie navigable étroite du golfe Persique par laquelle passe 20 % du pétrole mondial. L’Iran a également étendu ses guerres par procuration à la mer. Le régime fournit des armes et des conseillers aux militants houthistes au Yémen, qui ont eux-mêmes pris pour cible des navires de guerre et des navires de commerce dans la mer Rouge.

### **« DANGEREUX ET PEU PROFESSIONNEL »**

La République islamique se sert de la mer pour défier ses voisins du Golfe ainsi que les intérêts des États-Unis et a clairement pour objectif d’étendre son pouvoir dans le golfe Persique et au-delà. Des vedettes d’attaque rapide de l’IRGCN ont harcelé de manière « dangereuse et peu professionnelle » des navires de la marine américaine dans les eaux internationales à plusieurs reprises, selon le général Joseph Votel, à la tête du commandement central américain. En 2017, la marine américaine a enregistré 14 cas de ce type, tandis qu’en 2016 et 2015, elle en avait relevé 36 et 22, respectivement. Ces incidents présentaient un risque élevé de collision entre l’IRGCN et les navires de la marine américaine. En juillet 2017, un navire de l’IRGCN s’est approché à moins de 150 mètres de l’*USS Thunderbolt* dans le golfe Persique, obligeant ce dernier à tirer des salves d’avertissement. Lors d’un autre incident survenu en mars 2017, l’*USNS Invincible* a été contraint de changer de cap pour éviter une collision avec de multiples vedettes d’attaque rapide de l’IRGCN. La menace de l’IRGCN pour la marine américaine ne se limite pas à ses vedettes d’attaque rapide. L’IRGCN a utilisé des drones pour s’approcher des forces navales américaines. En août 2017, un drone iranien non armé s’est approché de l’*USS Nimitz* alors que des avions de combat s’y posaient pendant la nuit, compromettant la sécurité des pilotes et de l’équipage américains.

Le comportement malfaisant du régime dans le domaine maritime s’étend au-delà du golfe Persique jusqu’à la mer Rouge. Son soutien aux activistes houthistes au Yémen constitue une menace croissante pour les intérêts tant militaires que commerciaux. En janvier 2017, une embarcation piégée télécommandée

a attaqué la frégate de la marine royale saoudienne, *Al Madinah*. La marine américaine a déterminé qu'elle provenait probablement du CGRI. Depuis lors, les Houthis ont menacé et mené des attaques contre des navires de commerce saoudiens, notamment en juillet 2018, contre un pétrolier saoudien dans la mer Rouge. En octobre 2016, des militants houthistes soutenus par l'Iran ont tiré des missiles de croisière sur des navires de guerre américains dans les eaux internationales juste au nord de Bab-al-Mandeb. Ces attaques ont eu lieu une semaine à peine après que des militants ont frappé le navire émirati *Swift*, le rendant inutilisable. Les Houthis ont également placé des mines navales rudimentaires à proximité de voies de navigation commerciales en mer Rouge, menaçant la liberté de navigation et la libre circulation du commerce dans la région.

L'expansion des capacités offensives maritimes des Houthis témoigne de l'influence malfaisante et déstabilisatrice persistante du CGRI dans la région. En 2016, le Secrétaire général de l'ONU a fait part de ses préoccupations face aux livraisons illicites d'armes par l'Iran à la suite de la saisie d'une cargaison d'armes par la marine américaine dans le golfe d'Oman. Les États-Unis ont conclu que la cargaison provenait d'Iran et était à destination du Yémen, en violation flagrante de l'embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité des Nations unies aux militants houthistes. L'Iran participe également au trafic illicite d'armes dans d'autres régions. En 2010, des responsables nigériens ont découvert une cache d'armes à bord d'un navire de commerce à Lagos, et mis ainsi en lumière les risques que présente l'exploitation de chargements commerciaux à des fins malveillantes au-delà du golfe Persique et de la mer Rouge par la République islamique.

La République islamique a également procédé à des saisies de navires de commerce pour des motifs politiques, dans le but de projeter son influence sur le territoire national et à l'étranger. En avril 2015, des navires de l'IRGCN ont tiré sur le cargo *Maersk Tigris*, battant pavillon des Îles Marshall, à proximité du détroit d'Ormuz. L'IRGCN a ensuite forcé le navire à accoster au port iranien de Bandar Abbas. Les responsables iraniens ont retenu le navire pendant une semaine pour fait de dette impayée. L'incident témoigne de l'absence de respect des normes et des lois internationales par le régime.



La Marine des gardiens de la Révolution islamique a saisi le cargo *Tigris* et l'a détenu pendant une semaine.

## DÉTENTION DE MARINS EN MER

La détention illégale de marins occidentaux par l'Iran est l'un des actes les plus provocateurs du régime iranien. Le dernier incident en date est intervenu le 12 janvier 2016, lorsque l'IRGCN a saisi deux bateaux fluviaux de l'US Navy. Elle affirmait que les navires avaient illégalement pénétré dans les eaux iraniennes à la suite d'une panne de moteur et a détenu dix marins américains pendant 15 heures. Une enquête du ministère de la Défense sur l'incident a conclu que l'Iran avait violé le droit international en empêchant les bateaux d'exercer le droit de passage inoffensif. Il a également déterminé que l'Iran avait violé l'immunité souveraine d'un navire américain en abordant, en fouillant et en saisissant les navires et en prenant des photographies et des enregistrements vidéo de l'équipage.

Dans le cadre d'un autre incident hautement provocateur, l'IRGCN a abordé et saisi le *HMS Cornwall* de la Royal Navy en mars 2007, près de l'embouchure de la voie navigable Chatt al-Arab. Pendant 15 jours, le gouvernement iranien a détenu les marins britanniques en patrouille dans les eaux navigables. Selon un rapport de la commission des affaires étrangères de la Chambre des communes du Royaume-Uni, le régime iranien a affirmé que les marins avaient avoué avoir effectué des patrouilles illégales dans les eaux iraniennes. Le gouvernement britannique a définitivement réfuté cette affirmation en apportant la preuve que le navire britannique se trouvait à 1,7 mille marin à l'intérieur des eaux territoriales iraqiennes. Le régime iranien a ensuite changé les coordonnées du lieu où il affirmait que le navire avait été capturé et il a refusé de libérer les marins. Les marins détenus ont par la suite raconté qu'on leur avait bandé les yeux, et qu'ils avaient été mis en isolement et menacés de peines allant jusqu'à sept ans d'incarcération s'ils ne confessaient pas avoir pénétré dans les eaux iraniennes.

Pendant ces deux semaines de calvaire, le ministère britannique des Affaires étrangères a rompu ses relations diplomatiques bilatérales avec l'Iran, le Conseil de sécurité des Nations unies a publié une déclaration selon laquelle il était « gravement préoccupé » par la détention des marins et l'Union européenne a appelé à la libération immédiate et sans condition des détenus. Le président alors en exercice Mahmoud Ahmadinejad a accepté leur libération après deux semaines de négociations, bien qu'il ait continué à insister sur le fait que l'équipage avait « envahi » les eaux iraniennes. En fait, Ahmadinejad a remis des médailles d'honneur aux commandants du CGRI responsables de la détention illégale des marins et a insisté sur le fait que l'Iran avait parfaitement le droit de juger les marins, présentant ainsi leur libération comme un cadeau au peuple britannique. La détention illégale de marins par l'Iran en mer est conforme à la politique plus large du régime consistant à détenir illégalement des ressortissants étrangers et de double nationalité sur la base d'accusations fallacieuses.



**Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad remet une médaille d'honneur à un commandant du CGRI qui faisait partie des troupes qui ont intercepté les 15 marins et militaires britanniques.** AP PHOTO

**CHAPITRE CINQ**

**LA MENACE DE  
L'IRAN À LA  
CYBERSÉCURITÉ**

**« Nous ne tolérerons ni le vol de la propriété intellectuelle américaine, ni les intrusions dans nos instituts de recherche et nos universités. Nous continuerons à faire systématiquement usage de notre pouvoir de sanctions pour faire la lumière sur les pratiques informatiques malveillantes du régime iranien et lui demander de rendre compte de ses cyberattaques criminelles. »**

**LA SOUS-SECRÉTAIRE AU TRÉSOR SIGAL MANDELKER, MARS 2018**

## **INTRODUCTION**

La République islamique est un acteur majeur du cyberspace, et a recours au cyberespionnage, à la propagande et aux attaques pour influencer les événements, façonner les perceptions de l'étranger et contrer les menaces perçues. La cyberactivité iranienne compromet les normes internationales et les intérêts sécuritaires, et fait régulièrement obstacle à l'accès à des communications Internet ouvertes, interopérables, fiables et sécurisées. Tout comme s'agissant du soutien du régime à des mandataires, la République islamique privilégie la stratégie du déni plausible de ses cyberactivités malveillantes, ce qui complique souvent leur attribution. De plus en plus de preuves montrent cependant que le régime poursuit son activité malveillante dans le cyberspace.

## **OPÉRATIONS À L'ÉTRANGER**

La République islamique a développé ses capacités informatiques dans le but de surveiller et de saboter ses adversaires, au préjudice des normes internationales et de la stabilité internationale. Au cours des dix dernières années, des rapports publics ont indiqué que le régime iranien avait mené des cyberopérations ciblant des gouvernements ainsi que des entités commerciales et de la société civile aux États-Unis, en Israël, en Arabie saoudite et au Qatar, entre autres. Le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) est fréquemment la principale force derrière ces attaques, même s'il fait souvent appel à l'aide de pirates informatiques extérieurs au gouvernement.

Le régime iranien se concentre généralement sur des cibles « vulnérables », telles que les entités commerciales faciles à attaquer, les infrastructures critiques et les organisations non gouvernementales. Au Moyen-Orient, les cyberopérations iraniennes se sont largement concentrées sur l'Arabie saoudite et d'autres États du Golfe. Lors d'une attaque de 2012 largement attribuée au régime iranien, des dizaines de milliers d'ordinateurs ont été compromis et jugés inutilisables à Saudi Aramco et à RasGas au Qatar, ce qui représente un préjudice de centaines de millions de dollars. Une version actualisée de cette attaque a de nouveau été perpétrée entre 2016 et 2017, entraînant la destruction de bases de données affectant le gouvernement saoudien et des éléments de son secteur privé, notamment l'autorité générale de l'aviation civile et la banque centrale.

En dehors du Moyen-Orient, le régime iranien a ciblé les États-Unis et d'autres pays occidentaux par le biais du cyberespionnage et du sabotage. Entre la fin de 2011 et le milieu de 2013, des entités liées au CGRI ont mené une campagne de déni de service distribué (DDoS) coordonnée contre le secteur financier américain, menaçant le système financier mondial. La campagne DDoS désactivait les sites Web de banques, faisait obstacle à l'accès par les clients à leurs comptes en ligne, et a coûté collectivement aux victimes des dizaines de millions de dollars, alors que les banques s'employaient à neutraliser et à atténuer les attaques. En 2013, l'un des pirates iraniens impliqués dans la campagne DDoS s'est également introduit dans le système de contrôle industriel d'un barrage américain situé juste au nord de New York. Malgré les efforts du régime iranien pour dissimuler son rôle dans ces incidents, le gouvernement américain a désigné et inculpé plusieurs ressortissants iraniens pour leur rôle dans les attentats, ce qui a permis une plus grande transparence de l'ensemble de la cyberactivité malveillante de la République islamique.

**RECHERCHÉS PAR LE FBI**

COMPLOT EN VUE DE COMMETTRE DES INTRUSIONS INFORMATIQUES, COMLOT EN VUE DE COMMETTRE UNE FRAUDE ÉLECTRONIQUE, FRAUDE INFORMATIQUE - ACCÈS NON AUTORISÉ À DES FINS DE GAIN FINANCIER PERSONNEL, FRAUDE ÉLECTRONIQUE, VOL D'IDENTITÉ AGGRAVÉ

Gholanreza Rafatnejad Ehsan Mohammadi Seyed Ali Mirkarimi Abdollah Karima Mostafa Sadeghi

Sajjad Tahmasebi Mohammed Reza Sabahi Roozbeh Sabahi Abuzar Gohari Moqadam

**ATTENTION**

On February 7, 2018, a grand jury sitting in the United States District Court for the Southern District of New York, indicted nine Iranian nationals for their alleged involvement in computer intrusion, wire fraud, and aggravated identity theft offenses. As alleged in the indictment, the men were involved in a scheme to obtain unauthorized access to computer systems, steal proprietary data from those systems, and sell that stolen data to Iranian customers, including the Iranian government and Iranian universities. Each individual was a leader, contractor associate, hacker for hire, or affiliate of the Mabna Institute, a private government contractor based in the Islamic Republic of Iran that performed this work for the Iranian government, at the behest of the Islamic Revolutionary Guard Corps. Victims of the scheme included approximately 144 universities in the United States, 176 foreign universities in 21 countries, five federal and state government agencies in the United States, 36 private companies in the United States, 11 foreign private companies, and two international non-governmental organizations.

**CES INDIVIDUS PRÉSENTENT UN RISQUE DE FUITE À L'ÉTRANGER**

If you have any information concerning this case, please contact your local FBI office, or the nearest American Embassy or Consulate.

Field Office: New York

www.fbi.gov

La cybercriminalité malveillante de la République islamique ne se limite pas à des entités commerciales ou à des infrastructures critiques. L'Institut Mabna d'Iran, lié au CGRI, est responsable d'intrusions informatiques massives et coordonnées dans les systèmes informatiques d'environ 144 universités basées aux États-Unis et d'au moins 176 universités situées dans 21 autres pays, et a volé plus de 31 téraoctets de documents et de données. En mars 2018, le gouvernement des États-Unis a désigné l'Institut Mabna et a désigné et inculpé au pénal les personnes iraniennes impliquées. Sigal Mandelker, sous-secrétaire du Trésor américain pour le terrorisme et le renseignement financier, a déclaré lors de l'annonce de sanctions américaines à l'encontre de ces entités : « L'Iran se livre à une campagne de cyberactivité malveillante contre les États-Unis et nos alliés. Le CGRI a confié les intrusions informatiques au Mabna Institute, un réseau de pirates informatiques qui s'est infiltré dans des centaines d'universités pour voler des données sensibles. »

## DES CIBLES DOMESTIQUES

À l'intérieur de ses frontières, le régime iranien développe et utilise des cybercapacités pour réduire au silence et affaiblir ceux qui le critiquent, qu'il s'agisse d'Iraniens ordinaires, de membres de la société civile ou de représentants élus du gouvernement.



Twitter Safety  
@TwitterSafety

Working with our industry peers today, we have suspended 284 accounts from Twitter for engaging in coordinated manipulation. Based on our existing analysis, it appears many of these accounts originated from Iran.

8:01 PM - 21 Aug 2018



We've removed 652 Pages, groups and accounts for coordinated inauthentic behavior that originated in Iran and targeted people across multiple internet services in the Middle East, Latin America, UK and US. FireEye, a cybersecurity firm, gave us a tip in July about "Liberty Front Press," a network of Facebook Pages as well as accounts on other online services. They've published an initial analysis and will release a full report of their findings soon. We wanted to take this opportunity to thank them for their work.

Based on FireEye's tip, we started an investigation into "Liberty Front Press" and identified additional accounts and Pages from their network. We are able to link this network to

Des entités affiliées au CGRI ont également pris pour cible le propre corps diplomatique de la République islamique, des informations indiquant que même le ministre iranien des Affaires étrangères, Javad Zarif, aurait sans le savoir participé à un programme de cybersurveillance lié au CGRI visant une personnalité iranienne en vue. Au-delà des élus, des cybercampagnes faisant intervenir l'espionnage, la dégradation et le vol d'authentifiants ont visé les clercs réformistes iraniens ainsi que des dirigeants politiques et des militants modérés.

Le régime iranien utilise ses cybercapacités pour nier aux Iraniens un accès sans restriction à l'Internet, notamment en bloquant l'accès aux sites et applications de médias sociaux. Il finance un appareil de censure en ligne massif et limite l'accès aux services par satellite. Une ironie qui n'échappe pas au peuple iranien, c'est qu'alors que le régime sévit contre les plateformes de médias sociaux telles que Twitter, des responsables du régime comme le Guide suprême Ali Khamenei et le ministre des Affaires étrangères, ainsi que des journalistes sympathisants du régime, utilisent régulièrement ces plateformes pour diffuser la propagande du régime dans le monde. En août 2018, Facebook, Twitter et d'autres entreprises américaines ont signalé la suppression de plus de 1 000 pages, groupes et comptes dont ils estiment qu'ils étaient destinés à diffuser de la désinformation au nom du régime. Il s'agissait d'une campagne à grande échelle. Sur Facebook uniquement, on parle de 600 pages qui ciblaient des utilisateurs situés aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Moyen-Orient et en Amérique latine.

Au cours de l'année passée, le département américain du Trésor a désigné plusieurs personnes et entités en relation avec de graves violations des droits de l'homme et la censure en Iran. Il s'agit notamment d'Abolhassan Firouzabadi, secrétaire du Conseil suprême du cyberspace iranien. Firouzabadi a joué un rôle de premier plan dans les efforts constants du régime en vue de bloquer l'accès aux sites et applications de médias sociaux tels que Telegram. Le Conseil suprême du cyberspace est lui-même une entité désignée pour son rôle de supervision de la censure de l'expression et des médias en Iran.

## CHAPITRE SIX

# LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS EN IRAN

Une étudiante de l'université de Téhéran manifeste contre le régime alors qu'une grenade lacrymogène est lancée par la police iranienne.



**« Aujourd’hui, le peuple iranien s’adresse à son gouvernement et son message est indéniable : cessez de soutenir le terrorisme. Arrêtez de donner des milliards de notre argent à des tueurs et des dictateurs. Arrêtez de prendre notre richesse et de la dépenser pour des combattants étrangers et des guerres par procuration. Pensez à nous. »**

**LA REPRÉSENTANTE DES ÉTATS-UNIS AUPRÈS DES NATIONS UNIES NIKKI R. HALEY, JANVIER 2018**

## **INTRODUCTION**

Le bilan de l’Iran en matière de droits de l’homme est catastrophique et les perspectives restent sombres. Le régime iranien continue de violer les droits humains de son propre peuple, ciblant fréquemment des militants de la société civile et politiques, ainsi que des minorités religieuses et ethniques. Les systèmes juridiques du régime ne parviennent malheureusement pas à assurer une procédure régulière et les ressortissants étrangers et de double nationalité font régulièrement l’objet de détentions arbitraires.

## **ABSENCE DE TOLÉRANCE POUR L’ACTIVISME**

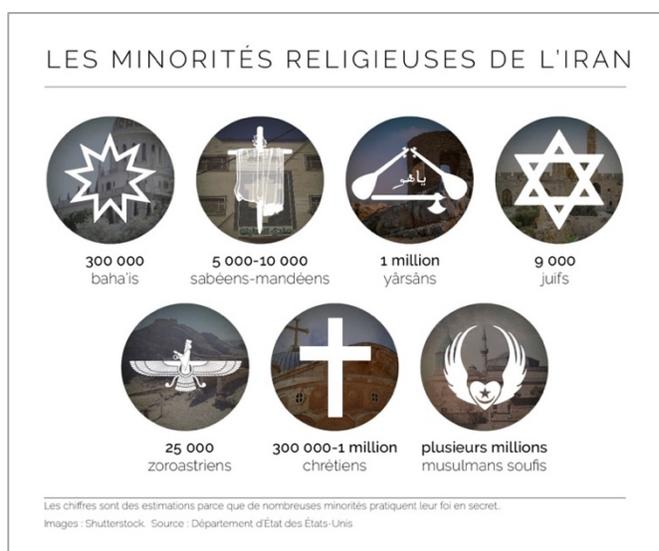
Le gouvernement iranien cible ses citoyens en raison d’activités civiques pacifiques et de l’exercice de la liberté d’expression et de conviction. À l’heure actuelle, plus de 800 prisonniers d’opinion sont détenus en Iran. Le régime cible régulièrement les journalistes et restreint l’exercice de la liberté d’expression en ligne, notamment par l’arrestation de blogueurs et d’utilisateurs de médias sociaux. En juillet 2018, Reporters sans frontières estimait que 20 journalistes et neuf militants en ligne étaient toujours en prison pour avoir exprimé leurs points de vue en ligne. Le régime restreint également les déplacements et les discours de personnalités en vue, notamment de candidats politiques. D’anciens candidats à la présidence, Mehdi Karroubi et Mir Hossein Mousavi, ainsi que son épouse, Zahra Rahnavard, sont en résidence surveillée depuis février 2011 sans inculpation officielle.

Le régime iranien continue à réprimer tous les types d’activisme. Des militants des droits des femmes, par exemple, ont été victimes d’arrestations et de détentions arbitraires à la suite de manifestations contre le hijab obligatoire qui ont pris de l’ampleur en 2018. Les agents du gouvernement ont arrêté les participants à ces manifestations et les tribunaux ont infligé des peines sévères et excessives à l’égard de beaucoup d’entre eux, notamment des peines pouvant aller jusqu’à 20 ans de prison. Le régime vise également les travailleurs participant à des activités syndicales. Depuis le début de l’année, plusieurs travailleurs ont été arrêtés ou détenus pour avoir réclamé des salaires impayés. Les activistes écologistes sont également de plus en plus surveillés, car ils sont de plus en plus nombreux à s’opposer à la corruption et à la mauvaise gestion du gouvernement.

Les nombreuses minorités ethniques iraniennes sont également visées par le régime et font régulièrement l'objet de harcèlement, d'arrestations et de détentions arbitraires. Des décès en détention auraient eu lieu dans des circonstances suspectes et des disparitions forcées de membres des communautés iraniennes ahwazies, baloutches, kurdes et azerbaïdjanaises, notamment, se poursuivraient. Le régime continue également de maltraiter les réfugiés afghans, en particulier par des violences physiques de la part des forces de sécurité, des détentions dans des conditions insalubres, des travaux forcés et même la séparation forcée de leurs familles. Comme indiqué précédemment, des rapports crédibles affirment que le régime recruterait illégalement des enfants réfugiés afghans dès l'âge de 14 ans pour se battre aux côtés des forces du gouvernement syrien en Syrie, et que des enfants afghans auraient été tués dans des combats en Syrie.

## MINORITÉS RELIGIEUSES PRISES POUR CIBLE

Le gouvernement iranien réprime la liberté de religion en se livrant directement au harcèlement et au ciblage des minorités religieuses, en particulier des minorités religieuses non reconnues par la constitution de la République islamique. Les communautés religieuses minoritaires telles que les bahaïs, les chrétiens, les juifs, les zoroastriens et les musulmans sunnites et soufis sont victimes d'une persécution généralisée, de discrimination et d'incarcérations arbitraires.



Le régime a intensifié la persécution de la communauté soufie de la confrérie Gonabadi, et a emprisonné au moins 300 soufis cette année pour avoir protesté contre la détention arbitraire d'autres militants soufis. Les tribunaux auraient prononcé des peines de prison prolongées, de flagellation et d'exil intérieur dans le cadre de procès injustes. Human Rights Watch a qualifié cette tendance de « l'une des plus importantes campagnes de répression exercées contre une minorité religieuse en Iran depuis dix ans ». Le Dr Noorali Tabandeh, chef spirituel de la confrérie Gonabadi et âgé de 91 ans, reste en résidence surveillée.

D'autres minorités religieuses continuent également de subir de mauvais traitements. Les chrétiens, en particulier les évangélistes et les convertis issus de l'islam, font l'objet d'un taux d'arrestation et de détention élevé. Par exemple, en juillet 2018, le gouvernement a arrêté le pasteur Youcef Nadarkhani, un chrétien converti et dirigeant d'une église pratiquant à domicile, ainsi que trois membres de sa congrégation, après qu'un tribunal eut confirmé leur peine de dix ans d'emprisonnement pour « réunion et collusion contre la sécurité nationale » parce qu'ils organisaient des églises à domicile et prêchaient le « christianisme sioniste ». Des personnes appartenant à la minorité sunnite de la population seraient soumises à la répression du gouvernement, notamment à des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires et des actes de torture en détention. On leur nie régulièrement le droit de construire des lieux de culte en raison de leur foi. Le gouvernement persécute énergiquement les bahaïs en raison de leurs convictions religieuses, notamment par de lourdes peines de prison pour leurs leaders, un accès limité à

l'éducation publique et à l'emploi, la confiscation de biens, la fermeture d'entreprises, et la profanation et la destruction de cimetières. Soixante-sept bahaïs étaient emprisonnés en Iran en juillet 2018.

## ABSENCE DE PROCÉDURE RÉGULIÈRE

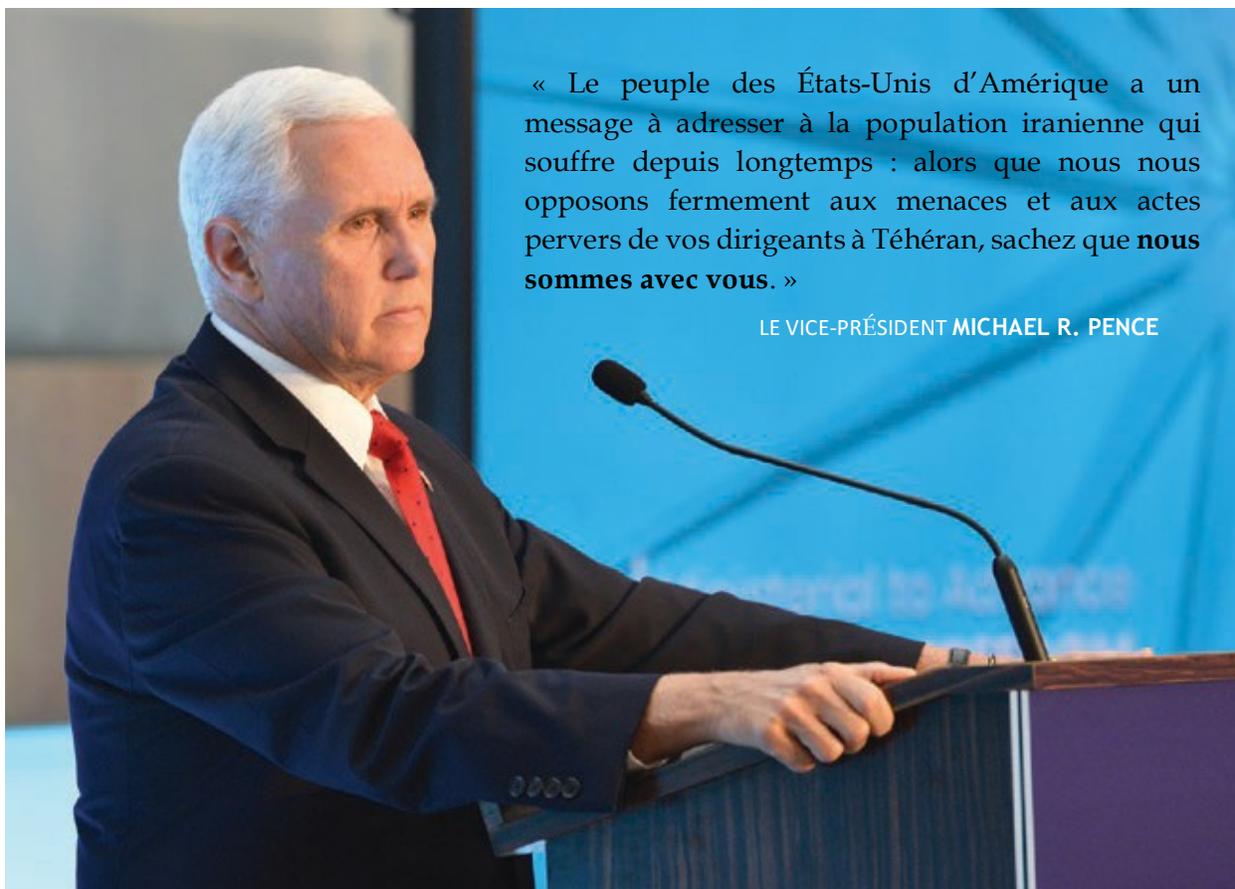
Régulièrement, les procédures judiciaires en Iran ne satisfont pas aux normes juridiques du pays ainsi qu'aux obligations internationales visant à garantir des procès équitables, y compris l'accès à un avocat et un processus d'appel crédible. Le gouvernement déjoue souvent les efforts visant à protéger les libertés individuelles en limitant l'accès aux avocats et en ciblant directement les avocats des droits de l'homme en particulier. Par exemple, en juin 2018, le gouvernement a arrêté arbitrairement d'éminents avocats des droits de l'homme, Nasrin Sotoudeh et Zeynab Taheri, pour avoir défendu des clients de manière légitime, sous prétexte - sans en fournir de preuves - que leur travail compromettait la sécurité nationale. Autre exemple : en juin 2018, le gouvernement a exécuté à la hâte Mohammad Salas, un soufi



**Mohammad Salas, membre de la communauté derviche soufie Gonabadi persécutée en Iran, aurait été torturé pour obtenir des aveux forcés et pendu dans la prison notoire de Rajai Shahr.**

Gonabadi, pour le meurtre présumé de trois policiers. Ce jugement intervenait à la suite d'un procès dans lequel le seul élément de preuve utilisé pour condamner Salas était des « aveux », prétendument obtenus de Salas sous la torture et diffusés à la télévision nationale iranienne. Les autorités iraniennes ont également interdit à Salas d'avoir accès à son avocat à tout moment avant ou pendant son procès.

Les prisonniers sont détenus dans des conditions horribles en Iran. Selon des informations crédibles, le régime iranien aurait régulièrement recours à la torture et à d'autres formes de punition cruelles, inhumaines ou dégradantes, en particulier dans la prison notoire d'Evine, en Iran, qui abrite de nombreux prisonniers politiques iraniens. Certaines allégations font état d'amputations, d'aveuglements et de flagellation. Le gouvernement iranien a également recours à la torture physique et mentale pour soutirer des aveux. Les prisonniers politiques se voient systématiquement refuser l'accès à des soins médicaux ou des visites de la famille. En mai 2018, le Trésor américain a désigné la prison d'Evine du fait de graves violations des droits de l'homme. Bien que l'Iran nie avoir recours à la torture dans ses lieux de détention, la transparence et la responsabilité, même envers les élus iraniens, laissent beaucoup à désirer. En janvier 2018, la prison a accordé un accès limité à une dizaine de parlementaires après des semaines d'enquêtes parlementaires et une couverture médiatique nationale.



« Le peuple des États-Unis d'Amérique a un message à adresser à la population iranienne qui souffre depuis longtemps : alors que nous nous opposons fermement aux menaces et aux actes pervers de vos dirigeants à Téhéran, sachez que **nous sommes avec vous.** »

LE VICE-PRÉSIDENT MICHAEL R. PENCE

Signe du caractère désastreux de la situation actuelle des prisonniers d'opinion en Iran, plusieurs « suicides » suspects ont été signalés dans les prisons iraniennes en 2018, notamment le décès en détention du militant écologiste Kavous Seyed Emami. À ce jour, aucune enquête transparente ou crédible n'a été ouverte et aucun responsable iranien n'a répondu de ces décès. Le régime prétend souvent que les décès en détention sont ceux de toxicomanes, bien que les personnes en question ne soient pas connues pour leur consommation préalable de drogues.

Le gouvernement iranien continue de prendre délibérément pour cible et de détenir des citoyens américains et d'autres ressortissants étrangers, en particulier des citoyens de double nationalité, sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces liées à la sécurité nationale. L'Iran a détenu plusieurs Américains de manière arbitraire, notamment Siamak Namazi et Xiyue Wang. Bob Levinson reste porté disparu en Iran depuis plus de 11 ans.

## **PEINE CAPITALE**

Le taux d'exécution par habitant de l'Iran reste l'un des plus élevés au monde, malgré les réformes récentes visant à réduire le nombre d'exécutions pour des infractions liées à la drogue. Le gouvernement continue d'exécuter des personnes accusées de crimes en violation de l'obligation internationale imposée à l'Iran de n'appliquer la peine de mort que pour les « crimes les plus graves », et les exécutions sont souvent menées d'une manière contraire aux obligations internationales de l'Iran en matière de droits humains. Le Code pénal de la République islamique continue de permettre l'exécution de mineurs, à partir de 9 ans pour les filles et de 13 ans pour les garçons. L'Iran continue d'exécuter des délinquants juvéniles condamnés pour des crimes commis avant l'âge de dix-huit ans. En 2018, près de 80 mineurs délinquants étaient sous le coup d'une condamnation à mort et au moins trois mineurs ont été exécutés en janvier de cette année.

## **ATROCITÉS À L'ÉTRANGER**

La négligence de l'Iran en matière de droits de l'homme va bien au-delà de ses frontières. En Syrie, des groupes soutenus par l'Iran, en particulier le Hezbollah libanais, ont à plusieurs reprises pris pour cible des civils. Depuis le début du conflit syrien en 2011, l'Iran fait partie des partenaires les plus fiables de Bachar al-Assad. En effet, il a accordé près de 5 milliards de dollars de lignes de crédit au régime syrien et injecté des ressources et du personnel militaire dans la région. L'Iran continue de soutenir le régime d'Assad en dépit de son utilisation flagrante d'armes chimiques et de ses attaques sans discrimination contre des civils. Téhéran a déployé jusqu'à 2 500 soldats sur le terrain - y compris les forces terrestres du Corps des gardiens de la révolution islamiques et Artesh (l'armée régulière iranienne) - et utilise des sites tels que les aérodromes de Tiyas et Shayrat à Homs et la base Al-Kiswah au sud de Damas pour lancer des attaques.

En Iraq, l'Iran soutient directement les éléments extrémistes associés aux forces des unités de mobilisation populaire (UMP), notamment l'organisation terroriste étrangère désignée Kata'ib Hezbollah. Les unités de mobilisation populaire relèvent officiellement du conseiller pour la sécurité nationale iraquienne, mais plusieurs unités indisciplinées sont également dans la pratique sous l'autorité du CGRI. De nombreux cas d'intimidation, de détentions arbitraires et de disparitions de personnes sunnites aux mains de milices chiïtes soutenues par l'Iran ont été signalés. Par exemple, le Hezbollah Kata'ib aurait kidnappé et intimidé des résidents sunnites arabes des gouvernorats de Diyala et de Babil, et empêché les personnes déplacées à l'intérieur du pays appartenant à cette religion de revenir chez elles.

L'Iran continue d'apporter un soutien militaire et financier aux rebelles houthistes au Yémen, qui se monte depuis 2012 à plusieurs centaines de millions de dollars. Le soutien de l'Iran aux rebelles contribue à prolonger la guerre civile dans le pays et à aggraver une tragédie humanitaire déjà dévastatrice. Selon l'ONG *Save the Children*, des militants houthistes soutenus par l'Iran auraient intentionnellement ciblé des dizaines d'hôpitaux au Yémen.

## CHAPITRE SEPT

# L'EXPLOITATION DE L'ENVIRONNEMENT ET SES IMPLICATIONS POUR L'IRAN



Le lit asséché de la  
rivière Zayandeh Roud à  
Ispahan, en Iran.

## **INTRODUCTION**

La corruption et la mauvaise gestion aux plus hauts niveaux du régime iranien ont engendré des années d'exploitation et de dégradation de l'environnement dans l'ensemble du pays. Les conséquences de la réticence des dirigeants iraniens à relever les défis auxquels ils sont confrontés, encore exacerbés par la sécheresse et la hausse des températures, entraînent le pays vers une crise environnementale. Selon Nikahang Kowsar, un géologue iranien qui vit actuellement en exil : « Quand les gens perdent leurs terres, ils perdent tout, et cela signifie qu'ils n'ont peur de rien. La crise de l'eau est réelle et tue le pays aujourd'hui. On est en présence de politiques agricoles mal avisées et d'une mauvaise gestion de l'eau. C'est comme une bombe à retardement. »

L'accès limité à l'eau et la mauvaise qualité de l'air comptent aujourd'hui parmi les principales préoccupations de beaucoup d'Iraniens. Alors qu'ils sont de plus en plus nombreux à dénoncer ces difficultés, le régime y réagit en étouffant la dissidence par la force et en occultant ses propres pratiques de corruption. Comme l'a souligné un éminent intellectuel iranien, « les personnes au sommet sont trop incompetentes et trop corrompues pour s'en soucier ». Par conséquent, la situation continue de se dégrader, tandis que le peuple iranien appelle son gouvernement à agir.

La passivité du régime face aux questions environnementales critiques telles que l'épuisement potentiellement irréversible de ses ressources en eau et la pollution de l'air ne fait qu'accentuer son incapacité à répondre aux besoins plus généraux de sa population. Alors qu'il gaspille des milliards dans des mésaventures à l'étranger avec le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), il néglige les besoins les plus élémentaires dans le pays, notamment la disponibilité d'eau potable et d'air respirable pour ses habitants. Lorsque des activistes iraniens se mobilisent face à ce qui constitue l'un des problèmes les plus fondamentaux de toute société, ils sont harcelés, arrêtés ou meurent dans des circonstances suspectes.

## **AU BORD DE LA CRISE**

Le peuple iranien est à bien des égards affecté par la mauvaise gestion environnementale de ce régime, mais l'accès limité à l'eau est l'un des problèmes les plus prononcés. Selon un rapport de l'ONU publié en 2017, les pénuries d'eau en Iran sont si graves que les moyens de subsistance agricoles ne sont plus durables. Le fait que le régime n'applique pas de politiques rationnelles dans le domaine de l'eau a entraîné un épuisement des aquifères à un rythme potentiellement irréversible. La mauvaise gestion continue est mise en évidence par des techniques d'irrigation inefficaces, une gestion décentralisée de l'eau, la poursuite de subventions continues en faveur de cultures intensives en eau comme le blé (notamment du fait de l'objectif révolutionnaire d'autosuffisance en blé de la République islamique) et par la construction excessive de barrages. Les conséquences des antécédents de l'Iran en matière d'utilisation non durable de l'eau et de

Le pompage des eaux souterraines est encore exacerbé par une sécheresse qui sévit depuis 14 ans et qui, selon le directeur du centre iranien de gestion de la sécheresse et des crises, touche environ 96 % du pays.

Le gouvernement iranien a identifié l'eau comme l'un des problèmes majeurs du pays, mais n'y a pas réagi de manière appropriée. Le président iranien Hassan Rouhani a déclaré que le gouvernement iranien répondrait aux griefs de la population. En 2015, le Guide suprême Khamenei a appelé le gouvernement à « gérer le changement climatique et les menaces environnementales telles que la désertification, en particulier la pollution par les poussières [et] la sécheresse ». Un commandant de haut rang du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) a déclaré dans un discours prononcé fin février que l'eau jouerait un rôle essentiel pour la sécurité nationale et régionale de l'Iran. Cependant, malgré les proclamations publiques, peu de choses ont été faites pour résoudre le problème.

La crise actuelle de l'eau ne devrait surprendre personne. L'ancien ministre iranien de l'Agriculture, Issa Kalantari, a averti en 2015 que, si elle n'était pas résolue, la crise de l'eau obligerait 50 millions d'Iraniens (sur un total de 80 millions) à migrer dans les 25 prochaines années. Les rapports estiment que plus de 16 millions d'Iraniens ont déjà fui les campagnes et vivent maintenant dans des bidonvilles, contre 11 millions en 2013. Les difficultés résultant du manque d'eau sont souvent les pires dans les zones rurales, où l'Iran abrite de vastes groupes ethniques et des minorités religieuses historiquement opprimés et marginalisés.

Même si le régime définissait un agenda politique durable pour son approvisionnement en eau, il est peu probable qu'il soit mis en œuvre du fait d'une corruption endémique - il suffit de regarder la politique du régime iranien en matière de construction de barrages. Depuis 1979, l'Iran a construit environ 600 barrages, soit une moyenne de 20 par an. En comparaison, avant la révolution, l'Iran avait sept barrages anciens et 14 modernes. Même si l'on ne connaît pas avec certitude les sommes dépensées pour les projets de barrages, on pense que l'essentiel des fonds est allé enrichir les affiliés du CGRI. Abadollah Abdollahi, commandant du quartier général de la construction de Khatam al-Anbiya, la branche génie civil du CGRI, a dit en décembre 2017 que sa société a construit 62 barrages, qui représentent la moitié des barrages de l'Iran. Du fait d'une mauvaise planification et d'années de sécheresse, beaucoup de barrages sont maintenant inutiles. Dans de nombreux cas, les barrages ont en fait contribué à accroître les dommages environnementaux et la perte d'eau pour les communautés déjà marginalisées qui vivent en périphérie de la société et de l'économie.



**Des pédalos sur le lit asséché de la rivière Zayandeh Roud, à Ispahan, en Iran. Alors que leurs moyens de subsistance sont réduits à néant par des années de mauvaise gestion de l'eau par le régime, les agriculteurs descendent de plus en plus fréquemment dans les rues pour y manifester.** AP PHOTO

De nombreux Iraniens citent le lac d'Ourmia, au nord-ouest de l'Iran, comme exemple de la mauvaise gestion du régime et de son incapacité à changer de cap. Autrefois parmi les plus grands lacs du monde, le lac d'Ourmia a considérablement rétréci. Selon certaines informations, le gouvernement aurait commencé à construire de nombreux barrages autour du lac dans les années 90, épuisant graduellement ses réserves en eau. Les bienfaiteurs de ces projets étaient des prestataires du CGRI, des personnes proches du ministère de l'Énergie et des grandes entreprises agroalimentaires, qui se sont tous enrichis au fur et à mesure de l'assèchement du lac. Le *National Geographic* a dit que le lac d'Ourmia ressemblait désormais plus à une scène de crime. Ses magnifiques eaux, autrefois immortalisées dans la poésie persane, se sont transformées en sel, transporté par les tempêtes de poussière qui asphyxient l'Iran.

La pollution atmosphérique reste également un grave problème en Iran. Dans la capitale iranienne, Téhéran, les écoles ont été fermées pendant plusieurs jours en février 2018, car la quantité de particules dangereuses dans l'air était plus de neuf fois supérieure au seuil recommandé par l'OMS. Certains hommes politiques ont même proposé de déplacer la capitale en raison de la pollution atmosphérique de Téhéran. En septembre 2018, Mohsen Pour Seyed Aghaei, directeur adjoint des transports et de la circulation de la municipalité de Téhéran, a déclaré que la pollution de l'air de la ville coûtait plus de 2,6 milliards de dollars par an à l'Iran. Selon un rapport de la Banque mondiale publié en 2016, Zabol, Bushehr et Ahvaz sont parmi les villes les plus polluées au monde. Ahvaz est recouverte de smog jaune pendant une bonne partie de l'année et ses habitants souffrent d'affections respiratoires et cutanées. Les tempêtes de sable et de poussière qui frappent particulièrement le Khuzestan constituent également un problème aggravé par le dessèchement des eaux de surface, et qui exacerbe les griefs d'une population déjà mise à l'épreuve. Les Iraniens et leurs terres ne sont pas seuls à supporter le coût des pratiques environnementales néfastes du régime - la pollution de l'air ne connaît pas de frontières.

## **LE PEUPLE IRANIEN S'INDIGNE**

La combinaison de politiques environnementales mal appliquées, de la corruption gouvernementale généralisée et d'une réponse inefficace du régime a mis en péril la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes, et entraîné des manifestations dans tout le pays. Ces manifestations ont principalement eu lieu dans des villes situées autour d'Ispahan, dans le centre du pays, et de la province occidentale du Khuzestan. Le Centre pour les droits de l'homme en Iran (CHRI), une ONG de premier plan, a déclaré que les villes et villages autour d'Ispahan avaient été tellement frappés par la sécheresse et le détournement de l'eau que beaucoup se sont vidés de leurs habitants. En 2013, la colère suscitée par le projet du gouvernement de détourner l'eau d'Ispahan a conduit à des affrontements avec la police. Un an plus tard, la chambre de commerce d'Ispahan a annoncé que l'assèchement du bassin de la rivière Zayandeh Roud avait privé environ deux millions d'agriculteurs de leurs moyens de subsistance. En janvier 2018, des manifestations d'agriculteurs dans la ville de Qahderijan, près d'Ispahan, ont dégénéré dans la violence lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur la foule et tué au moins cinq personnes. En mars 2018, des dizaines d'agriculteurs d'Ispahan ont physiquement tourné le dos au guide de la prière du vendredi, en signe pacifique et puissant de répudiation de la République islamique.



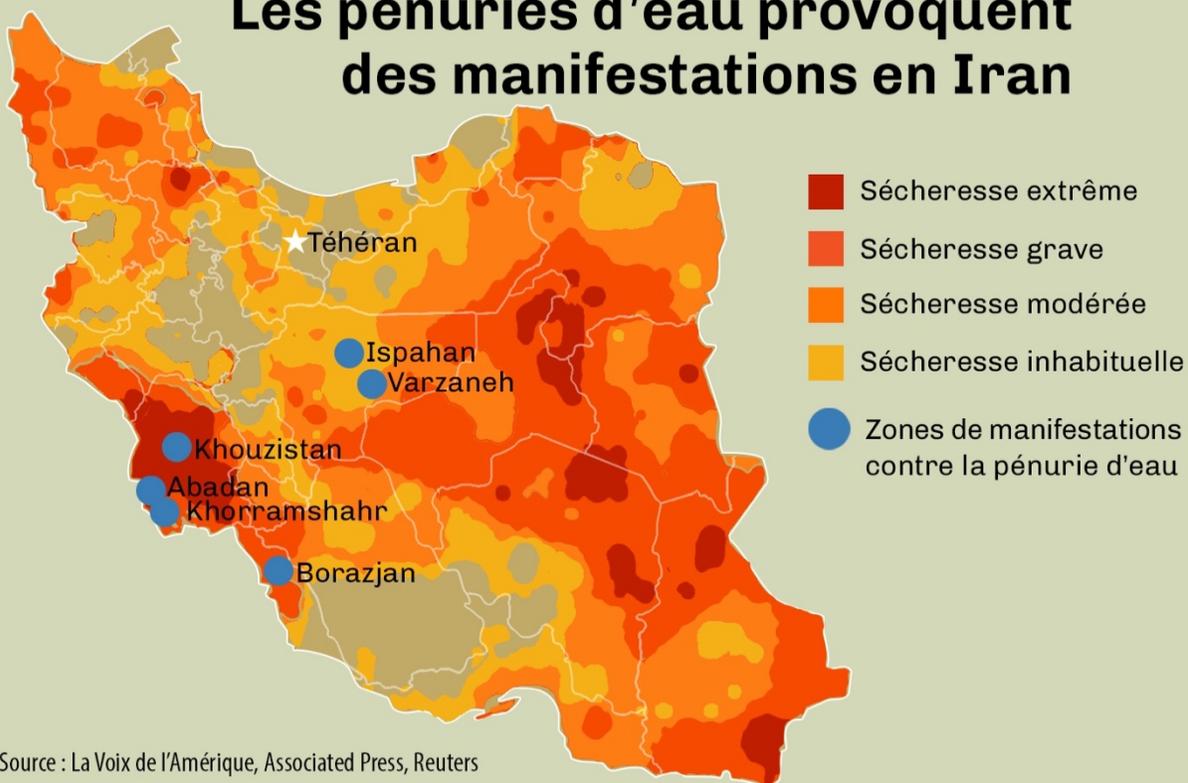
Des tracteurs inutilisés pendant une grève d'agriculteurs iraniens.  
AP PHOTO

Le Khuzestan, une province riche en pétrole et dont la population d'origine ethnique arabe est importante, a souffert de la désertification à grande échelle, des déchets industriels et de l'excès de projets de construction de barrages, dont beaucoup ont affirmé qu'ils avaient été construits uniquement pour le bénéfice des entrepreneurs du CGRI. Récemment, des manifestations importantes ont éclaté à Ahvaz, la capitale de la province du Khuzestan. Parmi les slogans scandés par les manifestants devant le bureau du gouverneur municipal en février 2018, on peut citer : « Ahvaz est notre ville, l'air pur est notre droit » et « respirer, respirer, respirer, la moindre de nos demandes dans

le monde ». Les Ahvazis se plaignent depuis longtemps du détournement de leur eau vers des projets destinés à enrichir les agro-industries associées au régime. Des centaines d'Ahvazis sont descendus dans les rues pour protester contre l'exploitation de leurs terres et de leur eau par le régime. Beaucoup ont été arrêtés, des manifestants auraient été tués par les forces de sécurité.

En juin 2018, les manifestations à Khorramshahr, une ville également située dans la province du Khuzestan, ont dégénéré dans la violence. Au moins un manifestant aurait été abattu. Des affrontements avec les forces de sécurité ont suivi des semaines de pénurie d'eau, au cours desquelles la population locale n'avait aucun accès à de l'eau potable. Selon certaines informations, l'eau des sources locales était imbuvable en raison d'une salinité élevée et d'une forte teneur en boue, et a rendu malades des centaines de personnes. Selon l'agence de presse Mehr, l'eau de Khorramshahr était trop sale, même pour faire la cuisine ou la lessive. Les gens ont été obligés d'acheter de l'eau au marché noir ou de faire la queue sous la chaleur accablante en attendant l'arrivée des camions-citernes. Les manifestants ont crié à un moment donné que les représentants du gouvernement étaient « inutiles » et « nous ont volés au nom de la religion ». Un commentateur politique iranien qui écrit dans les médias sociaux a résumé la frustration de la manière suivante : « Pendant combien de temps les habitants de Khorramshahr et d'Abadan devront-ils crier qu'ils n'ont pas d'eau ? Leurs champs de dattiers ont été détruits, leurs terres inondées se sont asséchées et la poussière leur a blessé la gorge. Ils vivent à côté de trois rivières d'eau douce et pourtant, ils doivent acheter de l'eau à boire. »

## Les pénuries d'eau provoquent des manifestations en Iran



### LE RÉGIME PREND POUR CIBLE LES MILITANTS ÉCOLOGISTES

Alors que les Iraniens prennent de plus en plus conscience de l'ampleur des problèmes environnementaux de leur pays, le régime réprime les organisations qui s'emploient à les résoudre. Fin janvier 2018, Kavous Seyed-Emami, un professeur d'université irano-canadien également directeur de la Persian Wildlife Heritage Foundation (PWHF), et des dizaines d'autres écologistes, ont été arrêtés. Seyed-Emami, accusé d'espionnage pour les États-Unis et Israël, est décédé plus tard en détention dans des conditions mystérieuses, les autorités iraniennes ayant attribué son décès à un suicide. En mai 2018, plus de 40 écologistes, des gardes forestiers et des membres de leur famille, dont de nombreux affiliés à la PWHF, ont été arrêtés dans le cadre de la répression exercée par le régime. La plupart restent détenus arbitrairement ou ont été tués, un avertissement pour tous ceux qui travaillaient auparavant dans ce domaine relativement sûr et non politisé.



A photograph of a public event. In the foreground, a blurred audience of people is visible. A decorative banner with a red, white, and blue pattern hangs across the middle of the frame. The background shows a blurred crowd of people seated in bleachers or a large hall. The text is overlaid on the image.

**« Nous espérons pouvoir parvenir dans un avenir proche à un nouvel accord avec l'Iran. Mais nous devons constater des changements majeurs au comportement du régime à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. »**

**LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS  
MICHAEL R. POMPEO, AOÛT 2018**



Ce rapport a été préparé par le Groupe d'action sur l'Iran.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS | STATE. GOV